

Mobilisations des jeunes contre les exclusions racistes

Grèves à Pechiney, Radio-France, GEC-Alsthom

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10003
212-697-7025

En finir avec la guerre raciste et l'austérité de Mitterrand-Balladur !

8 décembre - Alors que se rapproche l'échéance présidentielle, la crise politique de la bourgeoisie - ouverte par la victoire des grévistes d'Air France à l'automne 1993 et aggravée par les recules successives du gouvernement devant les luttes des ouvriers et des jeunes - n'en finit pas. Témoignage de cette crise et de la peur des maîtres du capital, cette description pessimiste - du point de vue de la bourgeoisie - de la vie politique française par le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani : « [Les responsables de droite et de gauche] ne semblent pas conscients qu'à force de querelles dérisoires ou de silences opportuns ils risquent de ne plus avoir de futur. [...] il est des situations où l'implosion menace. Est-ce jouer les Cassandre que de signaler que tous les voyants qui sont déjà au rouge, l'annoncent ? » (*le Monde*, 15 novembre 1994).

Incapable d'imposer son programme de réaction sociale, la droite n'arrive plus à colmater ses divisions (notamment sur l'Europe) et se déchire à belles dents. Et tandis que s'allonge la liste des ministres démissionnaires pour cause de corruption, le populisme fait de plus en plus recette, sous ses formes les plus variées - à droite le chouan de Villiers, à « gauche » Bernard Tapie et à l'« extrême gauche » Lutte ouvrière (LO). Ponte du gaullisme, Bernard Pons, désabusé, caractérise ainsi la situation : « On est davantage au cirque Pinder que dans le cadre de la préparation d'une élection présidentielle » (*le Monde*, 24 novembre 1994). Et, alors que le mitterrandisme sombre dans les miasmes d'une fin de règne marquée par les « révélations » sur le passé vichyste du président, la « gauche », discréditée par une décennie de sale boulot au service de la bourgeoisie, n'a pas d'autre alternative à offrir à la droite que se rabattre sur un Delors - grand commis et symbole de la « forteresse Europe » raciste et de l'austérité antiouvrière.

Alors que les travailleurs et les jeunes manifestent - de la grève d'Air France à celle d'Alsthom en passant par la mobilisation anti-CIP - leur volonté d'en découdre avec l'exploitation et l'oppression capitalistes, les directions réformistes du PS, du PCF et des syndicats s'érigent à nouveau en obstacle. Elles ont tout fait pour que les victoires remportées l'année dernière par les grévistes d'Air France et cet automne par ceux de Pechiney et de Radio-France ne servent pas de tremplin à la contre-offensive nécessaire pour faire rendre gorge au gouvernement Mitterrand-Balladur ; et, dernièrement, à Alsthom, elles ont poignardé dans le dos une grève combative dont la bourgeoisie

craignait qu'elle devienne le détonateur d'une explosion sociale.

C'est ce même attachement au capitalisme qui les a fait mener au gouvernement une politique virulemment anti-immigrée - sur laquelle la droite peut s'appuyer pour l'aggraver ; c'est au-

réformes et tous les palliatifs destinés à conjurer le « danger communiste », les différents impérialistes se sont lancés dans une course effrénée pour accroître les taux de profit en baissant les coûts de production en vue d'« une plus grande productivité ». Cette politique se concrè-

nes contre le plan d'austérité du gouvernement s'attaquant notamment au système des retraites. Un mois après, le 12 novembre, 1,5 million de manifestants se rassemblaient à Rome contre la politique de Berlusconi. Ces mobilisations de masse ont, comme en France, précipité le gouvernement réactionnaire, qui comporte des fascistes et des populistes racistes, dans une crise politique profonde.

La grève d'Alsthom poignardée dans le dos

La dernière vague de luttes en France a présenté un caractère qu'ont souligné avec inquiétude les porte-parole de la bourgeoisie. Ce ne sont plus seulement des grèves défensives - pour la sauvegarde des emplois - mais des grèves pour des augmentations de salaires : Radio-France, SNECMA-Sochata (à Châtelleraut), Cognac Martell, etc. A Pechiney-Dunkerque, les travailleurs réclamaient 1000 francs d'augmentation et 1500 francs à GEC-Alsthom.

Le 24 octobre, un groupe de jeunes ouvriers du secteur EGT, à Bourogne, près de Belfort, révoltés par leurs salaires de misère, face aux profits affichés avec arrogance par le patronat de GEC-Alsthom et les révélations sur les millions détournés par leur patron, Pierre Suard, afin de remplir les caisses du Parti républicain, décident d'arrêter la production pour obtenir des augmentations de salaires substantielles. La grève gagne rapidement le site entier puis, quelques jours plus tard, celui de Belfort, en tout 7 500 salariés. L'occupation de l'usine est décidée et les piquets de grève mis en place.

Le noyau dur de la lutte s'est constitué autour d'une nouvelle génération d'ouvriers. Un responsable syndical faisait remarquer, avec raison, à propos de ces jeunes ouvriers, nouvellement embauchés et issus pour la plupart du centre de formation de GEC-Alsthom, que « ce que le gouvernement a voulu faire avec le CIP, ils le revivent à l'usine » (*Libération*, 17 novembre 1994). Certains d'entre eux s'étaient d'ailleurs probablement battus contre cette tentative du gouvernement d'imposer un sous-SMIC. Reentrant dans la lutte de classe pour la première fois, ces jeunes ouvriers ont cherché à s'appuyer sur l'expérience des luttes antérieures comme celle de 1979, très vivante dans la mémoire des ouvriers plus âgés. Ils ont cherché aussi une direction capable d'organiser leur lutte et de défendre leurs revendications. Leur syndicalisation au cours de la grève en témoigne.

Mais, dès le début, la grève s'est trouvée encadrée, entravée, par une action unie des bureaucrates réformistes des syndicats CGT, CFDT et FO. Chevauchant la mobilisation, ils ont imposé la direction antidémocratique de l'intersyn-

Suite page 2



AFP/Damien Meyer

Manifestation des grévistes d'Alsthom le 15 novembre à Belfort. Une nouvelle génération d'ouvriers a été le noyau dur de la lutte.

jour d'hui ce qui les fait joindre leurs voix à la campagne raciste « anti-islamiste » déclenchée cet été par le gouvernement, sous la houlette du sinistre Pasqua, et poursuivie depuis par l'infâme chasse aux jeunes filles portant le foulard islamique dans les établissements scolaires. C'est en prenant appui sur ce consensus raciste que le gouvernement, qui s'est brisé les dents devant la résistance ouvrière, peut faire preuve de « fermeté » et, ce faisant, tenter de se restabiliser et de reprendre son offensive réactionnaire globale.

A nouveau, est posée à brûle-pourpoint l'urgence pour le mouvement ouvrier de se doter d'une direction lutte de classe - un parti révolutionnaire - qui, déterminée à renverser le système capitaliste pour établir un gouvernement ouvrier, inscrive au centre de son programme le combat contre les discriminations et la terreur racistes.

L'Europe capitaliste ébranlée par les luttes

Partout en Europe occidentale, la lutte de classe, que les impérialistes croyaient avoir enterrée avec l'URSS, se dresse face à l'offensive généralisée du capitalisme. La fin de la guerre froide, avec la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, a déchaîné, dans un contexte d'une crise sans précédent de l'économie capitaliste, les rivalités interimpérialistes et, avec elles, les attaques antiouvrières. Désireuses de jeter aux orties toutes les

réformes et tous les palliatifs destinés à conjurer le « danger communiste », les différents impérialistes se sont lancés dans une course effrénée pour accroître les taux de profit en baissant les coûts de production en vue d'« une plus grande productivité ». Cette politique se concrè-

tise par le démantèlement de l'« Etat providence » et des attaques tous azimuts contre les salaires et l'emploi - et ce dans le contexte d'une guerre raciste ouverte contre les ouvriers immigrés et leurs familles, désignés par la bourgeoisie comme les boucs émissaires pour les problèmes engendrés par le capitalisme en décomposition. Et cela est d'autant plus vrai pour l'impérialisme français qu'il est un impérialisme de seconde zone qui, avec la destruction de l'URSS, a perdu aux yeux de ses « alliés » son rôle de rempart au « communisme » en Afrique et en Europe où il cède du terrain devant ses concurrents américain et allemand.

Mais partout en Europe occidentale, la jeunesse est descendue en masse dans les rues contre la terreur raciste et fasciste, et elle refuse de devenir une génération sacrifiée sur l'autel du profit capitaliste ; et les travailleurs ont montré leur détermination à ne pas faire les frais de la guerre économique interimpérialiste. Il y a une semaine, la Belgique était complètement paralysée par une grève générale de la fonction publique. L'Italie, le 14 octobre dernier, était totalement paralysée par la plus grande grève qu'ait connue ce pays depuis l'après-guerre - une grève générale qui avait été précédée d'une quinzaine de jours de grèves et de manifestations. Sous une marée de drapeaux rouges, des centaines de milliers d'ouvriers, de jeunes, de femmes, manifestaient dans les principales villes italien-

M 2651 - 131 - 5.00 F-RD



Guerre raciste...

Suite de la page 1

dicale qui a organisé la démobilisation et, finalement, la trahison de la grève.

Une direction lutte de classe se serait battue dès le début pour une direction démocratique de la grève – un comité de grève élu par les grévistes et responsable devant eux – pour organiser concrètement la lutte, la défendre avec la constitution de véritables piquets de grève de masse contre les jaunes et les flics, et l'étendre. Pour faire céder ce patronat arrogant, cette grève posait en effet la nécessité immédiate de l'extension à toute la société GEC-Alsthom. GEC-Alsthom est un puissant groupe international, né de la fusion entre le français Alcatel-Alsthom et le britannique GEC, exerçant ses activités de pointe principalement dans l'énergie et le transport ferroviaire (dont le TGV est le produit-phare) et exportant hors d'Europe ses centrales et turbines. Il fallait non seulement étendre la lutte dans les 25 sites que compte GEC-Alsthom en France mais aussi faire la jonction avec les filiales en Europe (plus de 30 000 salariés – soit plus d'un tiers du groupe) et dans le reste du monde (avec 13 500 salariés) – ce qui signifiait un combat frontal avec le chauvinisme des directions ouvrières réformistes du « Produisons français ». Une lutte déterminée d'Alsthom-Belfort aurait pu entraîner derrière elle les autres secteurs industriels clés de la région comme Peugeot-Sochaux (le mot d'ordre « *Alsthom-Peugeot même combat* » était particulièrement populaire dans les manifestations). Elle aurait pu devenir le point de ralliement des luttes des travailleurs et des opprimés de toute une région, et un tremplin pour les autres travailleurs du pays qui avaient les yeux tournés vers Belfort.

Les bureaucrates syndicaux ont tout fait pour maintenir la grève isolée, organisant çà et là des débrayages symboliques de solidarité dans d'autres sites, comme à La Courneuve. Chaque matin, après l'assemblée générale d'information devant l'usine – à laquelle pouvaient assister tranquillement les jaunes et l'encadrement –, les bureaucrates syndicaux invitaient même les grévistes à rentrer chez eux. Lors du vote sur la reprise du travail, organisé le 16 novembre par le patronat, FO et la CFDT appelèrent au boycott – mais sans organiser la moindre mobilisation pour boycotter ce vote, c'est-à-dire empêcher qu'il se tienne. La CGT appela même à y participer pour voter non. Malgré la (courte) majorité en faveur de la reprise qui sortit de ce vote grâce à la participation massive des jaunes, la détermination des grévistes resta intacte. Quelques jours après, le 22 novembre, au moment où un début d'extension se profilait dans la région avec Peugeot-Sochaux et que d'autres sites s'installaient dans la grève, comme à La Courneuve et à Petit-Quevilly (l'entreprise canadienne, au Québec, était aussi en grève depuis début octobre), les bureau-

crates ont fait le sale boulot du patron en organisant eux-mêmes le vote sur les miettes lâchées : 100 à 200 francs d'augmentation du salaire mensuel brut pour la majorité des grévistes.

Au nom du respect de la « démocratie » – celle des flics et des patrons et non la démocratie ouvrière –, ces traîtres réformistes ont ainsi donné aux jaunes et à l'encadrement le droit de décider pour les grévistes qui se battaient farouchement depuis un mois. A nouveau, ce fut une petite majorité qui sortit du vote pour accepter les propositions du patron. Mais cette fois, contre la volonté des travailleurs qui avaient été le fer de lance de la grève, les dirigeants de la CFDT et de la CGT appelèrent à « continuer la lutte sous d'autres formes », c'est-à-dire à reprendre le travail ! Mais les jeunes ouvriers combattifs de Bourgne ne lèveront leurs piquets de grève que deux jours après. Et à La Courneuve la grève s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui.

Le programme révolutionnaire : le programme pour la victoire

Nombreux sont les travailleurs d'Alsthom qui ont dénoncé la trahison de leur grève. Ce n'est effectivement pas la combativité qui leur a manqué mais une direction lutte de classe armée d'un programme pour la victoire.

Arracher 1 500 francs d'augmentation – une revendication légitime pour compenser la baisse drastique du pouvoir d'achat – ne sera pas l'œuvre d'une lutte économique « ordinaire ». Il est vrai qu'à la différence des travailleurs d'Air France ou de Pechiney-Dunkerque, ceux de GEC-Alsthom ont comme patron non un gouvernement instable, terrorisé à l'idée d'un nouveau Mai 68, mais un patronat connu pour sa morgue et sa rapacité et décidé à faire preuve de fermeté en ne lâchant pas plus que des miettes. Décrivant le patronat de GEC-Alsthom des deux côtés de la Manche, *le Monde* du 22 novembre écrit ainsi que « le mélange des deux sensibilités ne plaide pas en faveur de la qualité des relations sociales ». Mais arracher 1 500 francs ce n'était pas seulement s'affronter au patronat de GEC-Alsthom mais aussi à toute la politique de la bourgeoisie et de son gouvernement. Comme l'écrivait Trotsky dans une polémique contre les directions réformistes du mouvement ouvrier français, « pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté : on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire [...]. La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose aux ouvriers que s'ils sont menacés du danger de tout perdre ? » (*Encore une fois où va la France ?*, Œuvres, tome 5).

Alsthom vient à nouveau confirmer, par la négative, que toute lutte conséquente pour la défense des intérêts ouvriers nécessite un programme qui s'attaque ouvertement et résolument aux bases mêmes du régime capitaliste. La cherté de la vie et le chômage – les deux maux économiques fondamentaux, qui expriment toute l'absurdité du système capitaliste – exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés. C'est pourquoi nous exigeons non seulement une augmentation massive des salaires mais aussi l'échelle mobile des salaires, qui assurera la hausse automatique des salaires corrélativement à la hausse du coût de la vie. Car tant qu'existera le capitalisme, toute augmentation des salaires, même substantielle (comme l'ont arrachée les travailleurs de Pechiney et de Radio-France), sera finalement grignotée par l'inflation. Tant qu'existera le capitalisme, toute concession arrachée dans la lutte sera nécessairement remise en question. Face au chômage de masse, qui

touche plus particulièrement les femmes et les jeunes (et principalement ceux issus de l'immigration), nous exigeons non seulement l'arrêt des licenciements et une embauche massive, mais aussi l'échelle mobile des heures de travail, qui répartira le travail disponible entre toutes les mains ouvrières et déterminera sur cette base la durée hebdomadaire du travail.

Que le capitalisme soit incapable de satisfaire à ces deux revendications élémentaires, qui seules peuvent garantir à tout travailleur le droit à une vie décente et au travail, est bien la preuve que ce système doit être renversé. C'est pourquoi nous, trotskystes, combattons pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui expropriera la bourgeoisie.

A bas la terreur et la ségrégation racistes !

Il ne pourra jamais y avoir de remise en cause fondamentale de l'« ordre » bourgeois sans mobilisation du mouvement ouvrier contre la terreur raciste/fasciste. Dans un pays ravagé par la crise, un des instruments les plus efficaces de la bourgeoisie pour mater la classe ouvrière est de terroriser sa couche la plus vulnérable que sont les travailleurs immigrés et leurs enfants, et de diviser la classe ouvrière, multiethnique, par le poison du racisme et du chauvinisme. De plus, la bourgeoisie française, qui n'a jamais digéré sa défaite en Algérie, poursuit de sa haine ces travailleurs issus de l'immigration maghrébine, implantés au cœur de la classe ouvrière de ce pays, et leurs enfants qu'elle considère comme une « classe dangereuse ». Elle sait qu'ils sont pour le moins peu sensibles aux sirènes de la collaboration de classes et du chauvinisme.

La lutte contre la terreur et les discriminations racistes est d'autant plus centrale que dans ce pays, tout particulièrement, la carte maîtresse, que joue le gouvernement bourgeois Mitterrand-Balladur pour survivre à ses défaites face à la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, est justement le consensus qui s'est constitué, de la droite aux directions traîtres du mouvement ouvrier, sur la campagne anti-immigrée.

Avec sa croisade « antiterroriste », le gouvernement a mis, cet été, le pays, et particulièrement les quartiers ouvriers/immigrés en état de siège – le dispositif de répression policière le plus important depuis la sale guerre d'Algérie. Pas une protestation n'a émané des directions du mouvement ouvrier. Au contraire, elles ont rallié cette campagne raciste « anti-islamiste ». Et, alors que dans plusieurs banlieues, comme à Mantes ou aux Mureaux, des jeunes issus de l'immigration ont laissé exploser leur rage face aux provocations policières, on pouvait lire dans *l'Humanité* du 7 octobre sous le titre : « Loi Pasqua : des mesures faussement rassurantes » : « Le député maire de Saint-Denis [PCF] a insisté sur la nécessité de mettre en place une police de proximité. » C'est-à-dire encore plus de flics racistes pour terroriser les banlieues !

Manipulant avec cynisme le sentiment suscité par l'horreur de la situation que vivent aujourd'hui en Algérie les femmes, les militants ouvriers et berbères et les intellectuels, les directions réformistes du mouvement ouvrier français font écho à la campagne de leur propre impérialisme qui veut présenter comme l'ennemi n°1 les immigrés suspectés d'être des « terroristes islamistes ».

Au contraire, nous disons que les vrais terroristes sont les Mitterrand, Pasqua, Balladur – toute cette bourgeoisie rapace qui a étranglé les peuples d'Indochine, d'Afrique Noire et du Maghreb, qui jette des millions de gens à la rue, qui terrorise et assassine les enfants de la classe ouvrière dans les banlieues.

Ce consensus raciste a encouragé le gouvernement dans sa croisade anti-immigrée. La circulaire Bayrou permet aujourd'hui purement et simplement de virer des écoles les jeunes filles d'origine

maghrébine ou turque portant le foulard islamique, le *hidjeb* (lire notre article en page 5). Face à cette attaque raciste frontale visant les enfants des travailleurs immigrés, on assiste à une véritable bipolarisation à l'intérieur du mouvement ouvrier. D'un côté, une organisation comme LO prête main-forte aux forces de répression de l'Etat bourgeois en organisant à Lille une manifestation contre les jeunes qui protestaient contre les exclusions. Le PCF et les JC ont protesté, timidement, contre l'« intolérance » de cette circulaire – mais sans jamais demander son abrogation ni en dénoncer centralement le caractère raciste. A l'intérieur des syndicats ouvriers ou enseignants, plusieurs voix se sont élevées contre ces exclusions. Mais, à ce jour, les directions du PCF et des syndicats se sont bien gardées d'organiser la moindre riposte, encore moins de mobiliser le mouvement ouvrier aux côtés des jeunes qui se sont battus seuls contre cette virulente attaque raciste. Ce sont aujourd'hui quelque 80 jeunes filles portant le *hidjeb* qui ont été exclues de l'enseignement public...

Nous, trotskystes, réaffirmons fermement que la classe ouvrière de ce pays, avec la jeunesse ethniquement intégrée et tous les opprimés par ce système pourri, a l'intérêt et la puissance sociale de balayer cette campagne de terreur raciste. *A bas la circulaire Bayrou ! Halte aux expulsions ! A bas la chasse aux « clandestins » !* Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester. *A bas toutes les discriminations racistes sur l'emploi, les salaires, le logement, l'école et les soins médicaux ! Abrogation du Code de la nationalité et des lois racistes de Mitterrand-Pasqua ! A bas la « forteresse Europe » ! Défense du droit d'asile ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles ! Flics hors des cités-ghettos ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes !*

A bas la collaboration de classes ! Gouvernement ouvrier !

La lutte contre tous les aspects de l'exploitation et de l'oppression capitalistes – depuis la lutte contre le chômage et la misère jusqu'à la lutte contre les oppressions spécifiques qui frappent les immigrés, les femmes et les jeunes – pose devant le mouvement ouvrier la nécessité urgente de la révolution socialiste. Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier n'offrent que la « perspective » réformiste de gérer loyalement le capitalisme – en prétendant le faire dans le sens des intérêts des travailleurs... Le bilan de douze ans de gouvernements Mitterrand, avec participation du PCF et soutien des syndicats, est de ce point de vue éloquent. Ils ont appliqué la politique antiouvrière, anti-immigrée et antisoviétique que n'avait pu faire passer la droite au pouvoir avant 1981 ; ce faisant, ils ont aussi démobilisé la classe ouvrière et pavé ainsi la voie à une réaction plus agressive encore. Et avec l'offensive actuelle de la bourgeoisie contre l'« Etat providence », les chances de réformes sont encore moins crédibles.

Ainsi, quand Delors, le candidat présomptif de la « gauche » – que le PS cherche à convaincre de se présenter (et dont le principal avantage est de ne pas avoir été directement impliqué dans la vie politique française de ces dernières années) – rompt son prudent silence, c'est pour – en guise de « réformes » – appeler les travailleurs à se serrer encore plus la ceinture ! Rien d'étonnant à ce que, d'après un récent sondage, une partie significative du patronat (pro-Maastricht), est prête à soutenir cet ancien conseiller de Chaban-Delmas, le premier ministre gaulliste de Pompidou qui, lui, a eu pour conseiller un certain Balladur. Le journal britannique *The Economist* parle, à pro-

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Morgane Mancini (responsable des pages *Spartacus!*), Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

DIFFUSION : Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire : n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

L'effondrement du stalinisme a ébranlé la « gauche » et l'« extrême gauche », et nombre d'organisations sont à la dérive - de façon parfois assez spectaculaire. Un exemple typique nous en est fourni par la Gauche révolutionnaire (GR) et ses Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), dirigées par le dénommé Raymond Debord, qui sont allées dans tous les sens. Pour empêcher que nous dévoilions les prétentions révolutionnaires de ces girouettes, la GR-JCR recourt de plus en plus fréquemment à la violence physique contre notre organisation.

Les JCR, exclues il y a deux ans de la LCR, prétendaient s'opposer de la gauche au front-populisme de Krivine et de Mandel. Mais Raymond Debord et son comparse Emile Fabrol ont fait une brusque embardée et se sont livrés à des manœuvres aussi étranges que répugnantes, frayant ainsi avec *l'Idiot international* de Jean-Edern Hallier dont le journal est un lieu de rencontre entre idéologues fascistes et débris du stalinisme - une tentative de monter une version française de la coalition « rouge-brune » qui s'est constituée en Russie (lire notre article « Les JCR et la coalition "rouge-brune" à la française », le *Bolchévik* n° 124, juillet-août 1993). Peu après, ils s'affiliaient au très réformiste Comité pour une internationale ouvrière (CIO), dirigé par le groupe britannique Militant Labour qui a passé plusieurs décennies enfoui dans le Parti travailliste.

Incapables de confronter politiquement nos dénonciations marxistes de leur ligne social-démocrate qui prétend que les flics (les nervis salariés, antiouvriers et racistes, de la bourgeoisie) sont des « travailleurs » qui pourraient être des « alliés » du prolétariat, Debord et ses hommes de main se sont livrés à des provocations et à des attaques physiques contre nos camarades lors du camp d'été des JRE (Jeunes contre le racisme en Europe) qu'a lancés le CIO (lire notre

Réponse aux provocations de la GR-JCR

Non au gangstérisme dans le mouvement ouvrier !

bilisations contre les exclusions des jeunes filles portant le *hidjeb* où les JCR « n'ont fait que servir de tribune aux islamistes, sans dire un seul mot sur leur propre programme formel ».

Pour camoufler leurs violences, Debord et Cie ont essayé cyniquement de se présenter comme des... victimes, tout en laissant entendre qu'ils poursuivront leurs provocations. C'est le sens de la lettre que la direction du CIO nous envoya le 21 octobre. Nous reproduisons ci-dessous cette lettre suivie de notre réponse.

Lettre du CIO

Londres, 12 octobre 1994

A : Comité central de la LTF
DE : Secrétariat international du CIO

Depuis un an, votre comportement vis-à-vis de notre section française, la Gauche révolutionnaire-JCR, est devenu de plus en plus provocateur - comportement perturbateur dans nos meetings et manifestations publiques, calomnies, insultes (« fascistes », « flics »). Cependant, jusqu'à aujourd'hui vous n'étiez pas allés jusqu'à la violence physique - bien que la manière dont vous avez perturbé notre forum à la Fête de Lutte Ouvrière en mai dernier ait été à la limite.

groupe, soit que vous avez perdu le contrôle de vos membres.

Nous ne tolérerons pas vos agressions contre nos camarades. Si celles-ci ne cessent pas immédiatement, nous sommes certains que notre section française saura comment traiter ce problème de manière appropriée. Ils auront notre soutien total.

Lettre de la LCI

New York, 5 novembre 1994

Secrétariat international,
Comité pour une internationale ouvrière
Londres

Chers camarades,

Nous avons reçu votre lettre adressée à notre section française, la Ligue trotskyste (LTF), qui se veut une description de confrontations violentes récentes entre votre section française (GR-JCR) et nos camarades. Votre lettre est une tentative transparente de créer un écran de fumée fait de calomnies pour camoufler le gangstérisme agressif auquel se livre contre nos camarades Raymond Debord, votre dirigeant en France, et pour fournir une base à de nouvelles provocations contre notre organisation. En ajoutant, pour faire bonne mesure, l'affirmation qu'un

gagé Raymond Debord au camp d'été des Jeunes contre le racisme en Europe (JRE-YRE), une organisation dirigée politiquement par votre Comité pour une internationale ouvrière. L'aspect le plus risible de votre présente lettre est que vous réussissez à ne pas dire un mot sur ce camp, qui fut en fait largement dominé par la campagne de violences et de calomnies contre la LCI et la LTF lancée à l'initiative personnelle de Raymond Debord, et finalement par l'échec de ladite campagne.

Afin de vous rafraîchir la mémoire : dans le camp, Raymond Debord a tenté d'empêcher les camarades de la LCI de vendre notre brochure sur « La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste ». Cette brochure (qui reproduit le texte intégral de la polémique de la GR-JCR contre la LCI, ainsi que notre réponse qui démasque la ligne de votre organisation consistant à se tourner vers l'Etat capitaliste pour combattre le fascisme) était à l'évidence tellement embarrassante pour Debord que non content d'agresser nos vendeurs, il eut recours à l'intimidation physique contre une militante française des JRE qui était en train d'en acheter un exemplaire. Nous avons immédiatement protesté contre cette attaque auprès de la direction des JRE-YRE, des autres organisations présentes, ainsi que dans un tract distribué aux participants au camp (ci-joint également), qui montrait le lien entre votre ligne que les flics racistes sont des « travailleurs en uniforme » et les tentatives faites par Debord de jouer à la police politique de la gauche.

La direction du camp chercha à justifier la conduite de Debord en déclenchant un tir de barrage antispartaciste fait de calomnies, de menaces et de « blagues » dans le journal du camp ; néanmoins, la conduite de Debord devint un tel scandale - et tellement impopulaire parmi les participants au camp (y compris certains de vos propres membres) - que la direction du camp renonça à mettre en application la menace auparavant préférée d'exclure la LTF du camp. Debord a récidivé avec l'agression préméditée de vos camarades français contre la LTF à l'université de Tolbiac. Cela ne lui réussira pas mieux.

Le lendemain de l'attaque à Tolbiac, la LTF est allée trouver Raymond Debord et l'a informé avec fermeté que nous le considérerions comme responsable de toute future agression contre nos camarades. En réponse à notre avertissement, Debord commença par téléphoner à la LTF en expliquant qu'il voulait discuter de comment stopper l'escalade de la violence, et en proposant de se rendre immédiatement à notre local pour en discuter (à 11 h 30 du soir !) - ce qui aurait assurément été une suggestion fort étrange de sa part si sa précédente rencontre avec nos camarades s'était passée de la manière dont elle est présentée dans votre lettre (et comme vous la décrivez maintenant dans votre presse publique). La LTF répondit en écrivant (une copie de cette lettre vous a été immédiatement envoyée à Londres) qu'il était très simple de mettre fin à la violence : si votre organisation met un terme à son gangstérisme contre nos camarades, c'est terminé. Par la suite, nous avons reçu la lettre de la GR-JCR à laquelle vous faites maintenant référence, et qui est mainte-

Suite page 11



A gauche, la police expulse des immigrés « clandestins ». A droite, les CRS s'attaquent, le 5 novembre 1991, aux piquets de grève de Renault-Cléon. Les flics, que la GR-JCR considère comme des « travailleurs en uniforme », sont les bandes d'hommes armés du capital - racistes et antiouvriers.

article « Camp d'été des JRE-JCR : le bide », le *Bolchévik* n° 130, septembre-octobre 1994).

Le 11 octobre dernier, des petits nervis des JCR ont agressé, sur l'université parisienne de Tolbiac, nos camarades du Groupe de jeunesse spartaciste qui étaient en train de vendre le *Bolchévik* et de distribuer un tract protestant contre les exclusions racistes de jeunes filles portant le foulard islamique dans les établissements scolaires. Ce tract (reproduit en page 5) critiquait aussi la GR-JCR pour son appel à syndiquer les flics qui brisent les grèves et matraquent les manifestations ouvrières, qui terrorisent les immigrés et leurs enfants. Sous les yeux de nombreux étudiants présents, les hooligans de la GR-JCR ont bousculé une de nos jeunes camarades femmes et jeté à terre un camarade noir.

Dans un tract distribué le lendemain (« Les JCR ne feront pas taire la Jeunesse spartaciste ! »), nos camarades de Tolbiac dénoncèrent l'agression préméditée des JCR comme étant une tentative de couvrir leur capitulation lors des mo-

La semaine dernière, vous avez franchi le pas :

- dans la soirée du 12 octobre, notre camarade Raymond Debord a été agressé devant son appartement à Paris par quatre de vos membres, dont nous connaissons trois par leur nom, et le quatrième de vue. Il [Debord] a été averti que la prochaine fois il finirait à l'hôpital.

- après que nos camarades français vous eurent écrit une lettre protestant contre cette agression, vous avez envoyé une réponse insultante qui ne mentionnait même pas cet incident, mais qui, au contraire, inventait une agression contre vos camarades à l'université de Tolbiac le 11 octobre, vraisemblablement pour justifier votre propre comportement ultérieur.

- mardi 18 octobre, une de nos camarades immigrées a été suivie hors de chez elle pendant 45 minutes par un des quatre assaillants de la semaine précédente.

Nous sommes obligés de tirer la conclusion que ces agressions et le harcèlement de nos camarades soit maintenant la politique officielle de votre

camarade de la LTF a suivi une de vos camarades immigrées à la sortie de son domicile - une accusation hautement incendiaire qui est absolument sans fondement aucun -, vous avez choisi de nier purement et simplement l'agression perpétrée par vos camarades à l'université de Tolbiac, le 11 octobre dernier, contre notre équipe de vendeurs ; vous prétendez que nous avons inventé cette agression, alors qu'elle a eu pour témoins des dizaines d'étudiants. En outre, la LTF a immédiatement après diffusé à Tolbiac un tract (ci-joint) qui dénonce cette lâche agression préméditée, au cours de laquelle notre camarade Pierre a été frappé par derrière et par surprise et jeté à terre par l'homme de main numéro un de Debord, Gérald.

Cette violente agression perpétrée par vos camarades visait à nous empêcher de distribuer un tract en défense des lycéennes maghrébines exclues de l'école par la circulaire Bayrou sortie par le gouvernement français raciste. L'attaque de Tolbiac est la continuation de la vendetta et du gangstérisme dans lesquels s'est en-



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Vers une organisation trotskyste de la jeunesse

Cette année, la jeunesse ethniquement intégrée a fait reculer le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua sur le CIP. Cette révolte, qui dépassait le cadre de la lutte contre ce sous-salaire que tentait de lui imposer le gouvernement, était l'expression de la rage de la jeunesse face à un système qui l'exploite et l'opprime : le système capitaliste basé sur l'exploitation perpétrée par une classe possédante sur ceux qui n'ont que leur force de travail (musculaire ou intellectuelle). Partout en Europe, de l'Italie à l'Allemagne en passant par la Belgique, la jeunesse s'est révoltée contre un système qui ne lui offre comme seule perspective que chômage, misère, racisme, fascisme et guerre.

La jeunesse n'est pas une classe, elle fait partie de toutes les classes mais subit cependant les effets du pourrissement du capitalisme. Elle est sous le joug de la famille et de la société et subit une oppression spécifique liée à la politique de la bourgeoisie : la dépendance « légale » des jeunes vis-à-vis de la famille qui se traduit par une dépendance financière, une répression sexuelle et divers problèmes affectifs et psychologiques.

C'est dans ce cadre que les Groupes de jeunesse spartaciste ont été mis en place, dans la perspective de former une organisation de jeunesse. Ces groupes se proposent de faire un travail dans la jeunesse, qui sera reflété dans les pages *Spartacus!* du *Bolchévik*. Nous avons choisi le nom « spartaciste » d'après celui pris par l'aile gauche révolutionnaire allemande dirigée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pendant la Première Guerre mondiale : le Spartacusbund. Les spartakistes allemands engagèrent une lutte courageuse contre leurs propres gouvernants impérialistes en pleine guerre, et ils eurent à se battre pied à pied contre la majorité social-démocrate de l'époque, dégénérée et chauvine. En

l'honneur du nom que nous avons choisi, nous aspirons à exprimer le point de vue du trotskysme, le seul marxisme authentique et révolutionnaire de notre époque. Les Groupes de jeunesse spartaciste s'adressent aux jeunes qui veulent se battre contre le système capitaliste pour afin de les gagner au programme révolutionnaire et pour leur permettre de militer en accord avec le programme de la

- doivent joindre leur lutte à celle de la classe ouvrière qui, à travers la révolution socialiste mondiale, les libérera de leur oppression. C'est avec cette optique que le Groupe de jeunesse spartaciste a organisé une collecte à l'université parisienne de Tolbiac parmi les étudiants pour soutenir la grève ouvrière d'Alstom.

Notre première action a été le tract sur la circulaire de Bayrou (reproduit ci-

contre), car dans le cadre de la campagne raciste lancée par le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua, cette circulaire était l'événement qui a le plus polarisé le pays. Nous avons distribué le tract sur Tolbiac mais aussi sur les lycées de Gousainville et de Mantes où les lycéens en grève se battaient non pour soutenir le foulard islamique mais contre des mesu-

res anti-immigrées d'un gouvernement qui maintient son pouvoir grâce au consensus raciste dont il bénéficie et qui ravage ce pays. C'est ce même système capitaliste qui nourrit les fascistes. La bourgeoisie tient les fascistes en réserve au cas où la police « normale » ne suffirait plus pour maintenir la domination d'une poignée d'exploiteurs. Le fascisme n'est pas juste une idéologie de droite avec de « mauvaises idées », les fascistes sont des escadrons paramilitaires dont le programme est de tuer. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent. C'est pourquoi notre groupe de jeunesse aux USA, le Spartacus Youth Club (SYC), a organisé le 13 octobre dernier une manifestation contre un meeting fasciste sur l'université de Berkeley et auquel devait participer l'historien hitlérien David Irving. Le SYC, rejoint par d'autres organisations, des étudiants et des ouvriers noirs, juifs, asiatiques et hispaniques a réussi à empêcher le meeting et à détruire leurs croix gammées et autres insignes nazis. La police a dû intervenir et a escorté les fascistes hors des bâtiments pendant que les manifestants criaient « Les flics et le Klan travaillent main dans la main ». C'est cette même police qui a envoyé plusieurs manifestants antifascistes à l'hôpital. Et c'était là une leçon sur l'Etat capitaliste et ses nerfs appointés racistes et sexistes : les flics. Ils ne sont pas des « arbitres neutres » mais les défenseurs des fascistes.

L'Etat capitaliste ne peut être réformé, il doit être détruit. Les Groupes de jeunesse spartaciste se battent pour contribuer à former le parti ouvrier, révolutionnaire, tribun de tous les opprimés qui mènera le prolétariat international à la révolution socialiste mondiale. Tu veux te battre pour la révolution, tu veux changer le monde, rejoins-nous : nous avons tout un monde à gagner. ■



Young Spartacus

Université de Berkeley, Californie, 13 octobre - Une manifestation organisée par nos camarades du Spartacus Youth Club empêche la tenue d'un meeting fasciste.

LCI, en tenant compte de l'oppression spécifique qu'ils subissent.

La jeunesse doit lier sa lutte à celle de la classe ouvrière. Seule la classe ouvrière a l'intérêt et la puissance sociale de renverser le système capitaliste. C'est pourquoi tous ceux qui subissent une oppression spécifique - les immigrés, les femmes, les homosexuels, les jeunes, etc.

contre), car dans le cadre de la campagne raciste lancée par le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua, cette circulaire était l'événement qui a le plus polarisé le pays. Nous avons distribué le tract sur Tolbiac mais aussi sur les lycées de Gousainville et de Mantes où les lycéens en grève se battaient non pour soutenir le foulard islamique mais contre des mesu-

L'« extrême gauche » et le « foulard »

Alors que nous avançons une perspective léniniste de lutte contre la circulaire raciste de Bayrou et la terreur raciste en général (lire notre article en page 5), les diverses organisations d'« extrême gauche » ont montré à nouveau, à cette occasion, le caractère frauduleux de leurs prétentions révolutionnaires.

L'organisation pseudo-trotskyste Lutte ouvrière (LO), reprenant à son propre compte la ligne raciste de l'impérialisme français, a organisé ce que même les fascistes n'ont pas osé faire, c'est-à-dire une contre-manifestation à Lille, contre les lycéens en grève pour défendre leurs camarades menacés d'exclusion. Le lycée de Lille est le premier où la circulaire Bayrou raciste a été appliquée réellement - quelque 20 jeunes filles en ont été exclues. La direction de LO peut se targuer d'avoir apporté sa misérable contribution à la guerre raciste du gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua contre les travailleurs immigrés et leurs familles.

Pour justifier son action ignominieuse de Lille, la direction de LO reprend les

arguments sur le « danger intégriste » en France (qui sont ceux d'un Pasqua ou d'un Le Pen) ; mais surtout on peut lire dans son journal : « *Le foulard islamiste aujourd'hui n'est pas un vêtement [...]. Les perspectives sociales et politiques qu'il représente sont celles du FIS algérien ou des courants islamistes d'autres pays du monde, c'est-à-dire de mouvements fascistes qui encadrent des jeunes sous des prétextes divers* » (*Lutte ouvrière*, 14 octobre 1994).

Ainsi, après avoir manifesté depuis toujours une totale insensibilité à l'oppression raciste que subissent dans ce pays les travailleurs immigrés et leurs familles, après s'être acharnée à démontrer par tous les moyens que Le Pen n'est pas une racaille fasciste représentant un danger mortel pour tous les travailleurs et en particulier pour les immigrés et leurs enfants qui en sont les premières victimes, la direction de LO découvre aujourd'hui que les banlieues immigrées sont remplies... de militants fascistes-

intégristes ! En défendant cette ligne abjecte (qui s'adapte aux éléments les plus arriérés, réactionnaires et racistes qu'elle cherche à disputer au Front national), elle capitule purement et simplement à la politique raciste de son propre impérialisme.

SI ou l'apologie de l'islamisme

Socialisme international (SI), un groupe réformiste (lié au SWP britannique de Tony Cliff), dénonce le caractère raciste de la circulaire Bayrou et les exclusions des jeunes lycéennes voilées ; mais c'est pour capituler devant les intégristes islamiques. Pour ce faire, SI nie tout simplement le caractère réactionnaire de l'islamisme qu'il présente même comme un programme de combat et de résistance contre l'oppression.

Ainsi, SI reprend l'amalgame raciste de Pasqua qui désigne chaque musulman comme un intégriste potentiel, mais, à la différence de LO, c'est pour entrevoir dans l'intégrisme une perspective révolu-

tionnaire pour les opprimés ; à ce titre, il appelle à soutenir les islamistes et à glorifier le port du foulard islamique. Dans un article intitulé « De l'islam à la révolution » paru dans *Socialisme international* de novembre 1994, SI écrit : « *Souvent les opprimés ont commencé par réagir au nationalisme des oppresseurs par un nationalisme des opprimés, ou à la religion des oppresseurs par l'adhésion ardente à leur religion opprimée. C'est dans la lutte commune contre l'oppression et le système d'exploitation qui la nourrit que les idées des opprimés peuvent changer et leurs horizons s'élargir* » ; et, dans son numéro de décembre, il justifie le hidjeb : « *L'exposition du corps de la femme dans les sociétés modernes est une des formes par lesquelles s'exprime l'oppression de la femme présentée comme objet sexuel. Dans le contexte actuel [...], la revendication du port du foulard par des* »

Suite page 15

A bas la circulaire raciste de Bayrou!

Nous reproduisons ci-dessous le tract, daté du 9 octobre 1994, que le Groupe de jeunesse spartaciste de Tolbiac a distribué sur le lycée de Goussainville et lors de la manifestation du 10 octobre à Mantes-la-Jolie, pendant les grèves lycéennes contre la circulaire raciste de Bayrou.

Mantes-la-Jolie, Lille, Goussainville – Des centaines de jeunes crient leur légitime colère contre la circulaire Bayrou interdisant le port du *hidjeb* à l'école. Sous couvert de la «laïcité» se déguise une tentative carrément raciste, partie intégrante de la campagne du gouvernement pour faire des immigrés et de leurs enfants les boucs émissaires de toute la misère qu'engendre le système capitaliste pourri.

15 jours après la publication de la circulaire Bayrou, les grèves au lycée Saint-Exupéry de Mantes-la-Jolie font suite à celles des lycées Romain Rolland de Goussainville et Faidherbe de Lille, où plusieurs jeunes filles portant le *hidjeb* risquent d'être exclues. A Goussainville, quatre jeunes filles d'origine maghrébine, à qui l'entrée de l'école a été interdite par le proviseur dans un premier temps, passent leurs journées dans une salle de permanence en attendant les interminables réunions qui vont décider de leur sort et dont le but serait de trouver un «arrangement» pour les pousser à «porter un foulard moins voyant»!

La jeunesse ethniquement intégrée s'est mobilisée contre les mesures racistes du gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua qui depuis plusieurs mois, pris d'une crise d'hystérie «anti-islamiste», a lancé une véritable croisade anti-immigrée. En effet, l'Etat français, qui d'une part n'a jamais digéré sa défaite humiliante en Algérie et qui d'autre part a multiplié défaites et recules depuis la victoire de la grève d'Air France jusqu'au retrait du CIP, a cherché à reprendre l'offensive en engageant une «lutte anti-terroriste» qui n'est rien d'autre qu'une campagne de terreur anti-immigrée. C'est grâce à la prostration de la «gauche» devant cette campagne «anti-intégriste» que ce gouvernement de droite a pu établir un consensus raciste et rétablir son autorité pour de nouvelles attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse. Un mouvement ouvrier digne de ce nom aurait manifesté avec toute sa puissance en défense de la communauté maghrébine. Mais une telle lutte exige une perspective révolutionnaire repoussant la politique «diviser pour régner». C'est dans le cadre de cette campagne raciste que cet été les flics, autorisés par les lois Mitterrand-Pasqua à contrôler et à fouiller n'importe qui, n'importe où et n'importe quand, ont contrôlé quelques dizaines de milliers de personnes et arrêté 500 «étrangers en situation irrégulière». Cette chasse aux «clandestins» était clairement un objectif central de cette opération «sécurisation» – une appellation qui reprend à son compte le mot d'ordre du FN fasciste «immigration = insécurité». Une réelle direction révolutionnaire aurait mobilisé la classe ouvrière et la jeunesse pour des revendications telles que *Halte aux expulsions! A bas la chasse aux «clandestins»! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester! A bas toutes les discriminations racistes dans l'emploi, le salaire, le logement, l'école et les soins médicaux! Abrogation du «Code de la nationalité» et des lois racistes de Mitterrand-Pasqua! A bas la «forteresse Europe»! Défense du droit d'asile! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles! Flics hors des cités-ghettos! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines!*

Cette hystérie «antiterroriste» a pavé la voie à d'autres mesures racistes telle la circulaire de Bayrou, scandaleusement applaudie par les syndicats d'enseignants. Cette circulaire, qui renforce la mainmise de l'obscurantisme religieux, notamment sur les jeunes filles, sous couvert de «défense de la laïcité» ne vise à rien d'autre qu'à exclure les jeunes d'origine maghrébine des écoles. Ces exclusions racistes ne font que renvoyer ces jeunes filles dans des écoles coraniques (dans le meilleur des cas) ou sous le carcan réactionnaire de leurs familles où leur vie aura une sinistre odeur de prison avec à la clé mariage forcé, confinement au foyer et grossesses successives jusqu'à épuisement. En excluant ces jeunes filles, l'Etat capitaliste ne fait que renforcer l'emprise des intégristes sur elles, en les isolant de la vie sociale et en les plaçant sous le contrôle absolu des hommes de leurs familles. D'autre part si l'Etat réussit à exclure ces filles de l'école, cela ne fera que soumettre les jeunes à l'arbitraire d'un gouvernement réactionnaire et raciste. Où s'arrêtera-t-il? Est-ce que l'on se fera exclure des écoles parce que l'on est communiste? Parce que l'on porte un T-shirt Malcolm X? Parce que l'on a les cheveux verts? Quels sont les «signes ostentatoires qui sont en eux-mêmes des éléments de prosélytisme» dont parle Bayrou.

Dans un pays capitaliste comme la

supérieures de formation avec une bourse qui permette un tel accès.

Cette lutte ne peut se réaliser que par la mobilisation de la classe ouvrière rejointe par toutes les couches de la population victimes d'une oppression spécifique – femmes, jeunes, immigrés et enfants d'immigrés, etc. Seule la classe ouvrière a le pouvoir de renverser le système capitaliste, puisqu'en arrêtant la production et en organisant des grèves, elle peut paralyser complètement la société. Mais pour lutter il faut un état-major parce qu'en face, il y a une classe organisée bien décidée à garder le pouvoir. Il faut un parti ayant un véritable programme de lutte de classe, qui aurait cherché à exploiter les victoires de la grève d'Air France et du retrait du CIP et qui prendrait la tête des mobilisations actuelles des jeunes pour les lier à la lutte de la classe ouvrière – leurs pères et leurs frères à Renault et dans d'autres entreprises.

Mais les jeunes mobilisés contre les lois racistes de Mitterrand-Balladur-Pasqua voient pour le moment derrière leur lutte la volonté de provocation des intégristes islamistes. Et dans les conditions de terreur et de ségrégation racistes auxquelles cette couche de la population est soumise quotidiennement, il se pourrait que certains cherchent du côté des intégristes religieux un refuge et une illusoire dignité retrouvée. Ce qui, si cela

nemi principal n'est pas les intégristes islamistes mais l'Etat capitaliste français – impérialiste, raciste, antiouvrier et anti-femmes – qui opprime les masses laborieuses en Algérie, en Afrique et ici.

Mais il faut à cette jeunesse mobilisée contre les lois racistes du gouvernement une direction qui va lier leurs luttes à celles de la classe ouvrière. Ce n'est bien sûr pas le PC, ce même parti qui a envoyé un bulldozer contre un foyer d'immigrés à Vitry en 1980, qui va mobiliser contre une campagne raciste. D'autre part, pendant que des centaines de jeunes se battent contre les lois racistes du gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua, l'organisation pseudo-trotskyiste Lutte ouvrière (LO) se fait le porte-parole du gouvernement en applaudissant les exclusions racistes sous prétexte de la «défense des femmes» et écrit dans son journal: «*La vraie question, par delà le rideau d'hypocrisie de ces discours sur la tolérance, c'est l'oppression de la femme*» (Lutte Ouvrière, 7 octobre 1994). Mais alors que LO s'est toujours singularisée par son économisme étroit, a toujours refusé d'avancer la moindre perspective de mobilisation ouvrière contre l'oppression spécifique des femmes, a refusé en 79 de choisir le camp de l'Armée rouge en Afghanistan contre les mollahs réactionnaires, en plein milieu d'une campagne «anti-islamiste», elle «découvre» aujourd'hui la question de l'oppression de la femme. Et non contente de soutenir, dans son journal, cette ligne raciste et infecte, LO passe à l'acte en organisant «une contre-manifestation aux slogans adaptés: «*le port du voile, c'est l'oppression de la femme par l'homme*»» (Libération, 5 octobre 1994). LO se retrouve du côté des flics qui cherchent à casser les mobilisations des lycéens. Mais comme si toutes ces horreurs ne suffisaient pas, LO défend hypocritement les droits de l'Homme en écrivant «*Aux mollahs correspondent des rabbins, des curés qui ne leur cèdent en rien en matière de restriction des libertés, pour les hommes et surtout pour les femmes*» (Lutte Ouvrière, 7 octobre 1994), alors qu'en France, on ne peut pas imaginer un seul instant que la question d'exclure ceux qui portent une croix autour du cou et qui sont attachés à l'Eglise catholique puisse être posée par qui que ce soit. Cet argument hypocrite ne fait que servir LO pour mieux soutenir des exclusions qui ne viseront jamais que les musulmans et donc les immigrés.

De leur côté, les JCR/JRE, qui à grand renfort de tracts annoncent leur indignation face aux exclusions racistes, sont les mêmes qui se battent pour syndiquer «les ouvriers en uniforme» à savoir... les flics! Alors qu'elles soutiennent soi-disant ces jeunes d'origine maghrébine, elles considèrent comme faisant partie du mouvement ouvrier ces mêmes flics qui chargent les piquets de grève de ces jeunes et qui ne sont autres que ceux qui exécutent la campagne raciste de Pasqua depuis cet été, qui ont massacré des centaines d'Algériens en 61 et ont chargé les manifestations ouvrières/étudiantes en 68 alors que les manifestants scandaient «CRS = SS». Au lieu de lutter pour balayer le système capitaliste et son appareil de répression – dont la police est le cœur – les JCR/JRE veulent faire de ces flics – cette racaille raciste et sexiste, dont le travail quotidien est de maintenir l'ordre bourgeois et de faire le sale boulot de l'Etat capitaliste: briser les grèves, matraquer les jeunes originaires de l'immigration, etc. – «un allié de masse de la classe ouvrière». La question principale qui est posée est celle de réforme ou révolution. Les JCR/JRE à aucun moment n'appellent dans leurs

Suite page 15



Lors des manifestations anti-CIP, la jeunesse s'est mobilisée aussi contre la répression policière raciste.

France, les femmes ont une certaine possibilité de liberté individuelle et certains droits démocratiques importants (droits acquis en 1789 et par les luttes ouvrières): droit de vote, à l'instruction, à la contraception, à l'avortement, etc. Nous défendons ces acquis bec et ongles contre toute tentative réactionnaire d'y porter atteinte. Mais en termes d'égalité, le capitalisme n'offre aux jeunes femmes issues de l'immigration, et en général aux femmes appartenant au prolétariat, que le droit de se faire également exploiter. Pour les marxistes, le capitalisme, même «démocratique», reste le système d'exploitation d'une classe – la classe ouvrière – par une autre – la bourgeoisie –, et qui est basé sur l'oppression des femmes au sein de la famille. La lutte contre toutes les formes d'oppression dont sont victimes ces jeunes filles et femmes est indissolublement liée à la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes et pour l'intégration, par la lutte de classe, des travailleurs immigrés et de leurs familles dans le mouvement ouvrier. La classe ouvrière doit lutter pour la gratuité et la mixité d'un enseignement de qualité dans des écoles ouvertes à tous et à toutes, un accès complètement libre aux lycées, universités et autres institutions

se généralisait, serait une véritable catastrophe pour tout le mouvement ouvrier de ce pays. En effet, ces islamistes ne cherchent qu'à reléguer les femmes dans leur rôle d'éternelles esclaves dont le *hidjeb* est le symbole et représente la manifestation affichée du programme social de la réaction la plus noire. Nous affirmons donc nettement que nous considérons les intégristes comme de dangereux ennemis de la classe ouvrière, des femmes et des opprimés en général. De l'Iran à l'Algérie en passant par l'Afghanistan, nous les avons combattus et nous continuons à les combattre farouchement. Nous luttons contre les intégristes qui sont les mêmes que ceux qui brûlent les écoles en Algérie, qui attaquent les femmes au vitriol, qui lancent des *fatwas* (décrets religieux) de mort contre Taslima Nasreen ou Salman Rushdie pour «atteinte à l'islam». Nous nous sommes toujours battus pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat – de la Mosquée et de l'Etat – contrairement à ces intégristes qui ne cherchent qu'à régler jusqu'aux moindres détails de la vie privée par la loi coranique anti-femmes et réactionnaire. Mais en France où l'islam ne sera jamais qu'une idéologie de ghetto qui accepte la ségrégation, l'en-

Déclaration de relations fraternelles entre Luta Metalúrgica (Brésil) et la Ligue communiste internationale

La déclaration que nous reproduisons ci-dessous est le résultat de discussions approfondies entre la Ligue communiste internationale et le groupe brésilien Luta Metalúrgica (Lutte métallurgiste), discussions qui ont fait apparaître un large accord programmatique. Luta Metalúrgica a récemment rompu avec Causa Operária, qui fait partie de la tendance dirigée par le Partido Obrero argentin de Jorge Altamira. La base initiale de ces discussions était une position programmatique principlielle commune d'opposition prolétarienne aux fronts populaires, y compris l'appel à ne donner aucune voix à l'un ou l'autre des candidats de telles formations de collaboration de classes. Une autre question clé qui a rapproché nos deux organisations est la conception léniniste du rôle du parti révolutionnaire comme «tribun du peuple» combattant toutes les formes d'oppression spécifique.

«La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. [...] la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la Quatrième Internationale.»
- Léon Trotsky, Programme de transition (1938)

Le groupe Luta Metalúrgica de Volta Redonda, Brésil, et la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), dans cette déclaration de relations fraternelles qui s'inscrivent dans le cadre de la lutte d'une nécessaire urgence pour surmonter la crise de la direction prolétarienne en reforgeant la Quatrième Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste régi par le centralisme démocratique, affirment leur accord avec ce qui suit.

I

«La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchévisme et menchévisme [...]» (Trotsky, «Le RSAP et la Quatrième Internationale», juillet 1936 [souligné dans l'original]).

Depuis le combat de Marx et Engels pour le principe fondamental de l'indépendance révolutionnaire du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie, le marxisme authentique a combattu la collaboration de classes. La lutte de Lénine et des bolchéviks contre le gouvernement provisoire de Kérensky (dont Trotsky dira plus tard qu'il était le plus grand exemple historique de front populaire) a abouti à la plus importante victoire du prolétariat mondial: la révolution d'Octobre 1917. Contre les trahisons des staliniens, des sociaux-démocrates et des centristes, les quatrième-internationalistes, sous la direction de Trotsky, ont combattu de façon irrécyclable tout soutien aux fronts populaires qui,

en France et en Espagne, ont conduit à de terribles défaites pour le prolétariat, pavant ainsi la voie à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste.

A notre époque, la lutte contre le front-populisme tire une ligne de démarcation entre le marxisme révolutionnaire et toutes les variantes de l'opportunisme. Au Chili, l'Unidad Popular d'Allende a enchaîné le prolétariat combatif aux institutions de l'Etat bourgeois, préparant ainsi le dénouement sanglant du coup d'Etat militaire de Pinochet en 1973. En 1970 déjà, à l'époque de l'élection d'Allende, quand toutes les tendances pseudo-trotskyistes préconisaient une forme ou une autre de soutien au front populaire, la tendance spartaciste (devenue aujourd'hui la LCI) lançait une mise en garde: «Le devoir le plus élémentaire des marxistes révolutionnaires est de s'opposer irrécyclablement au front populaire dans les élections et de ne lui accorder absolument aucune confiance une fois au pouvoir. Tout "soutien critique" à la coalition d'Allende est une trahison de classe, qui paverait la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens quand la réaction interne, appuyée par l'impérialisme international, sera prête» (Spartacist édition anglaise n° 19, novembre-décembre 1970). Avec l'élection du front populaire de Mitterrand en 1981 en France, les spartacistes ont une fois de plus mis en garde contre tout soutien à cette collaboration de classes, tandis que les pseudo-trotskyistes (de Mandel et Moreno à Lambert et Altamira) la saluaient comme une «victoire» de la classe ouvrière. La politique du front-populisme a conduit à d'autres défaites encore, de la Bolivie au Salvador, au Nicaragua et à beaucoup d'autres pays.

Aujourd'hui, en Afrique du Sud, le front populaire nationaliste autour du Congrès national africain (ANC) dirigé par Nelson Mandela enchaîne les travailleurs noirs à l'appareil d'Etat bourgeois qui a imposé le régime meurtrier de l'apartheid. Le devoir des révolutionnaires est de mettre en garde de façon pressante contre tout soutien politique ou toute confiance au gouvernement du «partage du pouvoir», qui s'attaque déjà aux travailleurs noirs et métis. Nous notons l'importance pour les ouvriers révolutionnaires en Afrique du Sud de la lutte contre le front-populisme de l'organisation réformiste qu'est le Partido dos Trabalhadores brésilien (PT - Parti des travailleurs), et des événements d'Afrique du Sud pour les ouvriers et la jeunesse radicalisée au Brésil.

Au Brésil, la gauche est imprégnée de nationalisme et de réformisme front-populiste. Présentement, ses différentes tendances sont en concurrence les unes avec les autres pour savoir qui peut le mieux capituler devant le Frente Brasil Popular (FBP), la coalition déclarée du PT de Lula avec des politiciens bourgeois. Ce front fait tout ce qui est possible pour démobiliser les exploités et les opprimés, dans ce pays qui a un prolétariat hautement combatif et qui connaît une profonde agitation sociale. Les bureaucrates syndicaux et leurs conseillers de gauche insistent qu'au lieu de lutter, les travailleurs doivent «attendre» que Lula soit élu et ne pas

«effrayer» ses alliés bourgeois. Les staliniens (PPS et PCdoB [Parti socialiste populaire, l'ancien PC pro-Moscou, et Parti communiste du Brésil, anciennement proalbanais]), avec leur doctrine de collaboration de classes - qui avaient soutenu les gouvernements bourgeois de Sarney, Collor et Itamar Franco - font maintenant partie du front populaire dirigé par Lula. Tandis que les mandéliens de Democracia Socialista et les lambertistes de O Trabalho [Travail] se complaisent dans leur rôle désormais traditionnel de fidèles laquais de la direction Lula, les morénistes du PSTU [Parti socialiste unifié des travailleurs] prennent une hypocrite pose «critique» alors qu'ils ont ouvertement rejoint le FBP.

A la gauche de ces tendances, on trouve les centristes de Causa Operária (CO) [Cause ouvrière, alignée sur le Partido Obrero argentin de Jorge Altamira]. Les camarades de Luta Metalúrgica ont été initialement recrutés à CO parce qu'ils pensaient que cette organisation représentait une opposition trotskyste révolutionnaire au front populaire. Mais dans les élections de 1989 déjà, en même temps qu'elle «critiquait» le front populaire, CO avait voté pour Lula, le candidat du front populaire. Ainsi, sa «critique» n'avait aucune conséquence dans les faits et ne servait qu'à dissimuler son vote en faveur de la collaboration de classes.

Confrontée aux élections de 1994, CO a multiplié les contorsions, en cherchant tout d'abord à faire une «distinction entre soutenir Lula et faire campagne pour lui, et envisager d'appeler à un vote pour le candidat du PT» (Circular Interna [Bulletin intérieur], 1^{er} avril 1994), et en feignant d'adopter plus tard une position d'«aucune voix pour les candidats du Frente Brasil Popular» (Causa Operária, 12 juin 1994), pour finalement appeler à «voter pour Lula et les candidats ouvriers et paysans» (Causa Operária, 1^{er} août 1994). CO réutilise ici un procédé typique des pseudo-trotskyistes: argumenter qu'un vote pour les «candidats ouvriers» du front populaire (y compris dans ce cas précis pour son candidat à la présidentielle) est d'une certaine manière «différent» d'un vote pour le front populaire en tant que tel.

Pour ces petits-bourgeois qui mènent leurs petites affaires à l'ombre du front populaire, la phraséologie «de gauche» ne doit pas être prise au sérieux; elle ne sert qu'à enjoliver le suivismes à l'égard de leurs maîtres réformistes! Leur ligne n'a rien à voir avec celle de Trotsky, qui caractérisait le soutien apporté par le POUM d'Andrés Nin au front populaire espagnol comme une trahison et qui affirmait, à propos du gouvernement de front populaire: «Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire» («La victoire est-elle possible?», avril 1937).

Nous notons que cette tendance «national-trotskyiste» [d'Altamira] a traditionnellement justifié ses trahisons au moyen d'un étapisme menchévique et de références à «front unique anti-impérialiste», la formule utilisée en Bolivie par Guillermo Lora (l'ancien allié du Partido Obrero de Jorge Altamira en Argentine et de CO au

Brésil) pour justifier sa capitulation honteuse devant toute une série de fronts populaires.

Contre ce menchévisme, dans un document (avril 1994) qui s'opposait à la ligne de CO, les camarades de la cellule de Volta Redonda (Luta Metalúrgica) caractérisaient le FBP comme «un front de collaboration de classes», un front populaire. Ils exigeaient «que Causa Operária rompe avec le PT et le front populaire dans toutes ses variantes [...]». Le devoir élémentaire de tous les marxistes révolutionnaires est de lutter irrécyclablement contre le front populaire dans les élections et de ne placer en lui aucune confiance.» La direction de CO censura cette dénonciation claire en même temps que toute la dernière partie du document, dans la Circular Interna de CO. Un document ultérieur (juillet 1994) écrit par les camarades contre la capitulation de CO se terminait par un mot d'ordre clair: «Pour un parti ouvrier révolutionnaire - Aucune voix pour le front populaire et Lula.» La Ligue communiste internationale défend la même position d'opposition prolétarienne intransigeante au front populaire.

II

La situation mondiale actuelle a été profondément affectée par la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Loin de représenter une «victoire» ou une simple «péripiété», comme le prétendent les pseudo-trotskyistes (y compris CO, qui a pratiquement empêché ses militants d'avoir quelque discussion que ce soit sur la question russe), la restauration du capitalisme en URSS - résultant de l'encerclement et de la formidable pression de l'impérialisme, et préparée par des décennies de trahisons staliniennes - a représenté une grande défaite pour les travailleurs de tous les pays. Ses répercussions pour les victimes semi-coloniales de l'impérialisme sont extrêmement claires, de l'Irak à Haïti, avec la multiplication des aventures militaires de l'impérialisme yankee, qui aujourd'hui menace d'étrangler l'Etat ouvrier déformé cubain (sapé de l'intérieur par la bureaucratie castriste).

Dans le «nouveau désordre mondial» actuel, il y a des rivalités interimpérialistes croissantes, des guerres interethniques fratricides, des agressions fascistes contre les immigrés et les travailleurs à la peau foncée en Europe, des attaques contre les droits des femmes. En même temps, les convulsions sociales dans le monde entier - symbolisées par la révolte des paysans indiens dans le sud du Mexique, par la grève victorieuse d'Air France, par les mobilisations de la jeunesse contre les fascistes en Europe et par beaucoup d'autres événements - offrent des occasions pour une intervention révolutionnaire du prolétariat. Il est plus urgent que jamais de forger le parti d'avant-garde léniniste international.

Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge, nous a appris que ceux qui ne défendent pas les positions déjà conquises ne seront jamais capables d'en

conquérir de nouvelles. Il a montré le caractère double de la bureaucratie [stalinienne], une caste nationaliste étroite reposant sur les acquis d'Octobre: à certains moments, elle était obligée de défendre ces conquêtes à sa propre façon partielle et contradictoire, tout en les sapant en trahissant la révolution mondiale et en foulant aux pieds la démocratie ouvrière.

Trotsky et James P. Cannon, le fondateur du trotskysme en Amérique du Nord, comparaient la politique révolutionnaire envers l'URSS à la situation d'un syndicat bureaucraté. Les ouvriers conscients défendent le syndicat contre le gouvernement capitaliste et les patrons, tout en combattant pour une direction révolutionnaire qui chassera les bureaucrates traîtres. De même, le devoir du prolétariat mondial était la défense militaire inconditionnelle de l'URSS, tout en combattant pour chasser la bureaucratie stalinienne au moyen d'une révolution politique prolétarienne, laquelle était indispensable pour empêcher la restauration du capitalisme. Pendant toute la période de l'Opposition de gauche et du combat pour la Quatrième Internationale, Trotsky insistait que « la défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête » (« La guerre et la Quatrième Internationale », juin 1934).

La direction de CO ne parlait jamais d'ouvrages classiques de Trotsky comme *En défense du marxisme* (écrit contre l'opposition petite-bourgeoise de Shachtman - des renégats qui avaient abandonné la défense de l'URSS), parce qu'elle avait adopté une position néoshachtmaniste vis-à-vis de tous les conflits entre les ennemis capitalistes et l'URSS. Après que les altamiristes eurent acclamé la « révolution » islamique du bourreau féodal Khomeiny en Iran, ils s'opposèrent à l'intervention soviétique en Afghanistan contre les « combattants de la foi » qui luttèrent afin de renverser le régime nationaliste de gauche pour le « crime » d'avoir voté des lois en faveur de l'éducation des femmes et de la réforme agraire. La CIA armait ces fanatiques anticommunistes avec d'énormes quantités d'armes et d'argent, afin qu'ils tuent des soldats soviétiques sur ce champ de bataille de la seconde guerre froide. Au Brésil, les ultraréactionnaires de « Famille, tradition et propriété » défilaient aux cris de « Les Russes hors d'Afghanistan », et les pseudo-trotskyistes avaient la même position ! La tendance spartaciste, fidèle aux principes de la Quatrième Internationale de Trotsky, a défendu l'URSS ainsi que les femmes et les opprimés d'Afghanistan, et elle a proclamé: « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! »

Quand, en Pologne, Solidarność s'est consolidé en tant que mouvement clérical-nationaliste luttant pour la restauration capitaliste, sous l'égide du Vatican et de Reagan, le PT brésilien a salué l'« exemple » de Walesa. Lula, en particulier, a cherché à s'identifier avec ce fantôme de l'impérialisme. La question de Solidarność a été un test impitoyable pour toutes les tendances qui se disent trotskystes. Les pseudo-trotskyistes ont crié leur « solidarité avec Solidarité ». Tandis que Moreno appelait à « Tout le pouvoir à Solidarité », Altamira appelait à « la prise du pouvoir par Solidarité ». Au contraire, les spartacistes ont dit: « Halte à la contre-révolution de Solidarité ! » Comme le déclaraient les camarades de Luta Metalúrgica dans leur document de juillet dernier, « l'ouvrier » Walesa que suivaient les pseudo-trotskyistes « était le meilleur et le principal instrument de l'impérialisme et du Vati-

can pour la contre-révolution ». Comme l'avait averti la LCI, la victoire de ce mouvement anticommuniste a apporté de terribles souffrances aux travailleurs de Pologne.

La direction de CO a eu l'audace d'attaquer les camarades de Luta Metalúrgica parce qu'ils osaient dire la vérité, évidente pour des millions d'ouvriers conscients: la destruction de l'Etat ouvrier déformé d'Allemagne de l'Est, au moyen de son annexion par l'impérialisme allemand, a été une défaite pour les travailleurs de tous les pays. Tandis que la LCI se jetait dans la bataille contre l'unification capitaliste et pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, partie intégrante d'une Europe socialiste, Altamira prétendait que « l'« unification » bidon de l'Allemagne doit [...] ouvrir la voie, à plutôt brève échéance, à une grande mobilisation de masse et à une situation révolutionnaire qui n'épargnera aucun pays d'Europe » (*Prensa Obrera*, 3 juillet 1990). Loin de produire une situation « révolutionnaire », la réunification allemande a suscité une montée de la terreur raciste, le chômage pour des millions de personnes avec la fermeture des usines, la destruction des acquis des travailleurs, avec des résultats particulièrement brutaux pour les travailleuses.

Alors que les spartacistes ont organisé un rassemblement à New York pour protester contre le retrait de la brigade soviétique [de Cuba] décidé par Gorbatchev et Eltsine en 1991, retrait qui a donné à l'impérialisme le feu vert à une possible invasion, le journal de CO (12-18 octobre 1991), loin de protester, a proclamé que cet événement n'avait aucune importance parce que « la présence des troupes soviétiques n'a rien à voir avec la défense de l'île ». Aujourd'hui, CO publie une résolution (17 juillet 1994) de son congrès national, sur la menace que fait peser Clinton d'envahir Haïti, qui ne mentionne même pas le danger immédiat auquel est confrontée la Révolution cubaine.

Ces gens ont touché le fond quand Eltsine a profité du coup d'Etat manqué de la « bande des huit », en août 1991, pour lancer une offensive afin de détruire complètement ce qui restait des acquis d'Octobre et de l'Etat soviétique. En URSS, la LCI a distribué des milliers de tracts avec un appel urgent: « Ouvriers soviétiques: Infligez une défaite à la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Tandis que les morénistes saluaient la « nouvelle révolution russe », la ligne absurde d'Altamira était que l'impérialisme US apportait son soutien non pas à son homme-lige Eltsine mais à la « bande des huit » - autrement dit que pour les ouvriers soviétiques la tâche fondamentale à l'époque était de lutter contre ces chevaux de retour du stalinisme et non contre Eltsine, l'homme de Bush et le fer de lance de la contre-révolution capitaliste déclarée. CO répétait la propagande mensongère comme quoi une « mobilisation de masse » avait fait le coup d'Etat avorté de la « bande des huit ».

Pourquoi Altamira et CO ne voulaient pas que leurs militants découvrent la ligne de Trotsky sur la question russe est une évidence ! Ce n'est pas un hasard si une tendance qui capitule devant la collaboration de classes avec sa « propre » bourgeoisie a capitulé devant la campagne impérialiste contre les acquis de la révolution d'Octobre, campagne dont le point culminant a été la destruction de l'URSS.

III

L'Internationale communiste de Lénine et Trotsky avait proclamé que « le problème noir est devenu une question vitale de la révolution mondiale ». Le Brésil possède la plus importante

population noire du monde après le Nigéria, et les ouvriers noirs et mulâtres ont un pouvoir potentiel énorme en tant que partie intégrante de la classe ouvrière brésilienne. La lutte contre l'oppression des Noirs au Brésil est une question stratégique pour la révolution prolétarienne. Comme le notait Cannon dans son essai sur la Révolution russe et les Noirs aux Etats-Unis (1961), ce furent Lénine et les bolchéviks qui insistèrent que l'oppression des Noirs est une question spécifique qui requiert une attention et un travail particuliers de la part du parti révolutionnaire.

Comme l'expliquait Lénine dans *Que faire ?*, le parti d'avant-garde doit être le « tribun du peuple », qui se bat pour mobiliser la puissance de la classe ouvrière contre toutes les formes d'oppression. L'urgence de cette tâche est manifeste au Brésil où des escadrons de la mort tuent quotidiennement des « enfants des rues » noirs. Dans les usines sidérurgiques, les ouvriers noirs sont condamnés à mourir de leucopénie². Mais l'attitude de la pseudo-gauche brésilienne, qui est à la remorque des sociaux-démocrates du PT et de la bureaucratie de la CUT [fédération syndicale pro-PT], est la position « trade-unioniste » et économiste combattue par les bolchéviks de Lénine.

On l'a vu de la manière la plus scandaleuse avec Causa Operária qui, comme l'ont noté les camarades de Luta Metalúrgica, est volontairement aveugle à la question de l'oppression des Noirs. Cette question n'est même pas évoquée dans les 6 600 lignes de la compilation de ses documents fondamentaux adoptés de 1979 à 1988 (*Bases Programáticas*). Cette compilation a été publiée au moment même où des dizaines de milliers de Noirs manifestaient dans les rues à l'occasion du centenaire de l'abolition de l'esclavage, scandaient des mots d'ordre contre le racisme brutal du Brésil d'aujourd'hui et essayaient de déboulonner la statue du massacreur raciste Caxias³.

Accomplissant un effort important pour prendre à bras-le-corps cette question stratégique, Luta Metalúrgica écrivit en août 1993 un document à l'occasion d'une réunion sur « le rôle de la CUT dans la lutte contre le racisme ». Dans ce document, qui reflétait une période de transition dans le développement du groupe et qui était marqué par certaines faiblesses importantes (comme le mot d'ordre de fractions noires dans les syndicats), les camarades appelaient à des milices ouvrières-paysannes pour l'autodéfense dans la lutte contre la terreur raciste, dénonçaient la stérilisation forcée des femmes noires et critiquaient le silence de la pseudo-gauche sur l'oppression des Noirs, silence qui allait de pair avec le fait que la plus grande partie de la « gauche » avait voté pour un salaire minimum de famine (environ 500 francs par mois) qui condamne des millions de Noirs à la surexploitation. Dans la période récente, les camarades ont accompli un acte internationaliste significatif en traduisant le document « Noirs et rouges - La voie de la lutte de classe vers la libération des Noirs » (1967), dans lequel la Spartacist League/US a élaboré le programme de l'intégrationnisme révolutionnaire.

Il est indispensable que le parti léniniste, en tant que tribun des opprimés, brandisse l'étendard de la lutte contre l'oppression des femmes, laquelle est enracinée dans l'institution de la famille bourgeoise - une question de la plus grande importance au Brésil -, comme partie intégrante du programme de la révolution permanente. La défense des droits des Indiens et des homosexuels est un élément important du combat contre les préjugés bourgeois qui em-

poisonnent la conscience des travailleurs et contre la pseudo-gauche nationaliste qui reproduit les valeurs sociales de « sa propre » bourgeoisie.

Ce que Trotsky déclarait en 1939 à propos des Noirs aux Etats-Unis s'applique aussi aujourd'hui: « Nous devons dire aux éléments conscients parmi les Noirs que le développement historique les désigne pour devenir l'avant-garde de la classe ouvrière [...]. Si jamais nous [...] n'étions pas capables de trouver la voie vers cette couche, alors nous ne serions bons à rien. La révolution permanente et tout le reste ne seraient que mensonge » (Trotsky, « Plans pour l'organisation noire », avril 1939).

La question noire au Brésil, comme aux Etats-Unis, n'est pas une question nationale, et les élucubrations des nationalistes noirs au sujet de l'« autodétermination » sont un obstacle à la lutte contre l'oppression. La seule voie pour la libération des Noirs est celle de la révolution socialiste, accomplie par le prolétariat sous la direction d'un parti léniniste multiracial. Cela signifie qu'il est indispensable de forger des cadres noirs d'un parti trotskyste internationaliste. En s'inspirant de l'héroïque exemple de combattants comme Zumbi, João Candido, Toussaint Louverture, Frederick Douglass, John Brown et Sojourner Truth, le début d'une recherche commune sur la question noire est un élément important de ces relations fraternelles.

IV

Les camarades de Luta Metalúrgica terminaient leur document d'avril dernier contre le front populaire en citant ce que Trotsky écrivait sur l'Espagne dans les années 1930: « La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions: un parti, encore un parti et toujours un parti. » En appelant à « un regroupement révolutionnaire qui prendra la forme de la construction d'un parti trotskyste avec une base programmatique marxiste ferme », ils insistaient que « la clé pour un regroupement révolutionnaire sur des fondations solides est par conséquent une lutte approfondie pour l'internationalisme et le programme de transition ».

Pour réaliser cette tâche, il est essentiel de lutter pour forger les cadres révolutionnaires d'un noyau trotskyste. Le parti est construit, pour reprendre la formule de Lénine, « de haut en bas », sur la base du programme quatrième-internationaliste. A ses débuts - à l'opposé des prétentions creuses de la pseudo-gauche à un « travail de masse » - un tel noyau doit être un groupe de propagande de combat. Au Brésil, une priorité est de publier un journal trotskyste en rapport avec la taille et le travail réels du groupe, afin de mener à bien le travail de propagande en faveur du programme révolutionnaire. Avec l'autorité qu'ils ont gagnée au cours d'années d'âpres luttes ouvrières,

Suite page 11

¹ [Dans cette citation, extraite des *Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, tout comme dans la citation suivante, extraite des *Oeuvres* de Trotsky, nous avons remplacé par « noir » le mot « nègre » utilisé dans ces documents et qui, à l'époque où ils ont été écrits, n'avait pas le sens raciste qu'il a pris depuis. (Note du traducteur)]

² [Maladie du sang provoquée par les fumées des hauts fourneaux, où travaillent principalement des ouvriers noirs. Quand Luta Metalúrgica dénonça cette situation, les entreprises expliquèrent que cette maladie était « génétique » chez les Noirs. (Note du traducteur)]

³ [Fondateur de l'armée brésilienne, qui gagna la guerre de 1864-70 contre le Paraguay (dépeuplant par là même ce pays) et réprima féroceement des rébellions noires et paysannes. (Note du traducteur)]

La lutte pour la révolution socialiste mondiale

La LCI débat avec Mandel



Photos Workers Vanguard

Les protagonistes du débat du 11 novembre à New York : Ernest Mandel pour le Secrétariat unifié (à gauche) et Joseph Seymour pour la Ligue communiste internationale

Le 11 novembre dernier, quelque 400 personnes ont rempli l'auditorium de la Public School 41, à New-York, pour un débat exceptionnel et important sur la stratégie révolutionnaire qui opposa la Ligue communiste internationale (LCI), représentée par Joseph Seymour du comité central de la Spartacist League/US, et Ernest Mandel du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) [dont la LCR est la section française]. C'était la plus grande réunion à s'être tenue depuis des années aux Etats-Unis de ceux qui se réclament du trotskysme, qui représente la continuité de l'internationalisme révolutionnaire des bolchéviks de Lénine face à la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste.

Organisé par la Spartacist League et coprésidé par des représentants de la LCI et du SU, le meeting était organisé dans les meilleures traditions de la démocratie ouvrière. Les principaux intervenants avaient le même temps pour leur rapport et leur conclusion. Depuis la salle, vingt intervenants se partageaient entre partisans de la LCI, du SU, et des autres tendances présentes, comme la League for a Revolutionary Party, la Bolshevik Tendency, le Freedom Socialist Party et l'International Trotskyist Opposition.

Depuis la naissance de la LCI, alors la Revolutionary Tendency, exclue en 1963 du Socialist Workers Party américain (SWP), nous avons insisté sur la nécessité d'une bataille politique menée jusqu'au bout contre le courant révisionniste, créé par Michel Pablo et soutenu par Mandel, qui détruisit la Quatrième Internationale au début des années 1950. Réagissant de façon impressionniste à la création d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés en Europe de l'Est et en Chine, ainsi qu'au développement des partis staliens en Europe après la Deuxième Guerre mondiale, Pablo et ses partisans décidèrent de jeter aux orties le programme trotskyste. En tant que secrétaire international de la Quatrième Internationale, Pablo incita les trotskystes à se liquider organisationnellement et programmatiquement dans les partis de masse staliens et sociaux-démocrates, avec le projet de faire pression pour que

ces partis adoptent une orientation « approximativement révolutionnaire ». Cette perspective reniait la base même de la Quatrième Internationale, fondée en 1938 comme avant-garde léniniste pour donner une direction révolutionnaire au prolétariat international, dont les dirigeants staliens et sociaux-démocrates avaient trahi les luttes pour le compte du capitalisme « démocratique ».

Dans le cadre de notre combat pour reforger une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste, nous avons été ravis de cette occasion d'avoir une confrontation politique avec Mandel, qui est aujourd'hui le principal représentant du pablisme. Le centriste Mandel, tout en faisant rituellement référence à une phraseologie marxiste, a en pratique évolué bien loin à droite. Intervenant le premier dans le débat, Mandel, dans son rapport introductif, écarta toute possibilité d'une révolution prolétarienne dans la période à venir. « La crise de l'humanité, de la civilisation humaine, expliqua-t-il, va durer longtemps. » Pour Mandel, ce n'est que logique, puisqu'il a depuis longtemps abandonné le principe clé du Programme de transition de Trotsky, qui déclarait que « la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la Quatrième Internationale ».

Mandel objecta à notre affirmation que « la période actuelle est marquée avant tout par l'impact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est » (citation tirée de l'article « L'Europe des luttes », reproduit dans le Bolchévik n° 126, janvier-février 1994).

« C'est faux » affirma-t-il ; il ajouta que « la principale caractéristique de la situation mondiale est l'offensive mondiale du capital contre le travail ». Ceci laisse de côté le lien entre l'offensive antiouvrière et la destruction des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré et déformés. A sa manière typiquement objectiviste, Mandel déclara que la clé est « le cycle long de dépression du capitalisme ». Comme toujours, il escamote le rôle du parti révolutionnaire et de son programme.

Après avoir ainsi éliminé la révolution prolétarienne de l'ordre du jour, Mandel donna alors dans le réformisme pur et simple : « Le but stratégique devrait être d'éviter à tout prix une guerre nucléaire, et de supprimer toutes les centrales nucléaires. » Cette remarque révèle davantage que le « verdissage » d'Ernest Mandel. Il fait ici écho au révisionniste « marxiste » Karl Kautsky, dont l'affirmation pacifiste comme quoi l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière n'était pas nécessaire pour stopper la guerre impérialiste a été magistralement réfutée par Lénine.

Dans son rapport introductif, le camarade Seymour nota que le SU de Mandel, formé en 1963 comme un bloc entre la tendance de Pablo et le SWP en mouvement vers la droite, « a toujours été et aspire uniquement à être un groupe de pression sur divers courants réformistes, petits-bourgeois radicaux et nationalistes bourgeois. En fait, au fil des décennies, Mandel a littéralement tout essayé, sauf de construire un parti d'avant-garde prolétarien. » Dans la période actuelle, le SU « s'est liquidé lui-même dans la social-démocratie internationale, qui inclut main-

tenant beaucoup d'ex-partis staliens, et cherche à la construire ».

« Ils aspirent à être les camarades des héritiers des assassins de Luxemburg et Liebknecht, qui rejoignent maintenant les héritiers des assassins de Trotsky », continua Seymour. « Eh bien, nous autres de la Ligue communiste internationale avons suivi une voie différente. » Il cita ensuite le Programme de transition, le document de fondation de la Quatrième Internationale : « La Quatrième Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucraties de la Deuxième et de la Troisième Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes. » « Nous voulons, résuma-t-il, reforger une Quatrième Internationale qui détruira politiquement, une bonne fois pour toutes, les héritiers des assassins de Luxemburg, de Liebknecht et de Trotsky. »

Le programme est la clé

Pour des trotskystes, la clé du sujet débattu, « La lutte pour la révolution socialiste mondiale aujourd'hui », est de savoir quel programme peut conduire la classe ouvrière au pouvoir. Mais un des principaux thèmes de Mandel et de ses partisans fut de tourner en dérision l'insistance de la LCI à construire un parti programmatiquement solide. Enumérant l'« écheveau inextricable de contradictions » censées nous affliger, Mandel y inclua notre « obsession des formules correctes ».

Une de ses boutades reprit un thème inusable : si vous êtes tellement intelligents, pourquoi est-ce que vous n'êtes pas riches ? « Si après plus d'un siècle et demi de révolutions et de contre-révolutions, le vrai trotskysme, dont les spartacistes affirment être les seuls représentants, est réduit à quelques centaines de personnes dans le monde entier, sans implantation réelle dans la classe ouvrière d'aucun pays, cela prouverait l'échec historique du trotskysme comme mouvement politique. » Cet « argument » est tiré directement de l'arsenal cynique des staliens contre le trotskysme.

Mandel opposa la prétendue « absence de rapport avec la réalité » de la LCI à

l'«influence» du SU. «*Nous avons deux députés élus en Europe*», même si, devait-il admettre, «*le camarade Winnie Wolf*» a démissionné du SU une fois élu au Bundestag allemand sous l'étiquette PDS – le parti qui a bradé l'Etat ouvrier déformé est-allemand en 1990! «*Nous avons de nombreux députés au Brésil [...]. Nous avons des dizaines de conseillers municipaux et régionaux.*» Ce qu'ils ont clairement, c'est un appétit pour les «affaires sérieuses» de la politique parlementaire réformiste.

Mandel aborda finalement un certain nombre des points programmatiques en débat. Il dépeignit notre défense des Etats ouvriers déformés face à la contre-révolution capitaliste comme «*prostalinienne*», dénonçant en particulier notre soutien au contre-coup d'Etat du général polonais Jaruzelski contre le «syndicat» Solidarność de Lech Walesa quand il tenta de s'emparer du pouvoir en décembre 1981.

Il conclut en notant «*une victoire de dimension vraiment historique*»: la «*réhabilitation politique complète*» de Trotsky et de ses partisans par l'armée soviétique et le journal *Izvestia* en 1990. La LCI argumentait à cette époque que Trotsky n'avait pas besoin d'un certificat de bonne conduite délivré par les héritiers de ses assassins staliniens, qui étaient en outre à ce moment précis en train de paver la voie à la contre-révolution d'Eltsine!

Le rapport du camarade Seymour fut axé sur les questions stratégiques clés pour les communistes aujourd'hui: le front populaire – une coalition enchaînant les partis ouvriers à la bourgeoisie – et la «question russe», c'est-à-dire l'analyse et le programme marxistes pour les Etats ouvriers dégénéré et déformés. Trotsky a combattu pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre la restauration du capitalisme et pour une révolution politique ouvrière afin de chasser la bureaucratie stalinienne.

Sur ces questions, et sur d'autres, Seymour remarqua que «*Mandel a prostitué l'autorité morale du trotskysme*». Le SU a été fondé sur la base d'un soutien politique au régime stalinien de Castro à Cuba et de l'apologie de la stratégie petite-bourgeoise de guérilla dont l'exemple est Che Guevara. Les spartacistes ont combattu l'abandon par le SU de la perspective de la révolution permanente élaborée par Trotsky, qui affirme que seul le prolétariat, se mettant à la tête de la paysannerie, peut réaliser les tâches démocratiques dans les pays coloniaux, grâce à une révolution socialiste. Nous avons défendu la nécessité d'un parti d'avant-garde léniniste, tandis que le SU cherchait du côté des nationalistes petits-bourgeois un substitut à la classe ouvrière. Tout en luttant pour la défense militaire inconditionnelle de Cuba contre l'impérialisme américain, nous avons appelé à une révolution politique ouvrière, de Moscou à La Havane, et à l'extension de la révolution aux centres impérialistes comme seule défense réelle de la révolution. Pendant que Mandel s'adonnait au guérillisme de salon, quelques-uns de ses camarades ont cherché à mettre en pratique le programme déclaré du SU en œuvre, et ils sont morts en Bolivie et dans d'autres pays.

Après cette débâcle, en 1970 le SU s'est mis à la remorque de l'Unidad Popular chilienne de Salvador Allende, un front populaire classique. Seymour nota comment la section française, la «star» du SU, a salué ouvertement l'élection d'Allende, tandis que la Spartacist League – en se basant sur les leçons tirées par Trotsky des désastreuses expériences des fronts populaires en France et en Espagne dans les années 1930 – mettait en garde contre tout soutien à cette coalition bourgeoise, qui désarmait politiquement la classe ouvrière. Tragiquement, le front populaire chilien s'est révélé encore plus suicidaire que le guérillisme de Guevara, avec des dizaines de

milliers de militants tués après le coup d'Etat de Pinochet en 1973.

La question russe est centrale

L'orateur de la LCI insista sur le soutien apporté par Mandel à des dissidents proimpérialistes sous prétexte de soutien à la «démocratie» dans le bloc soviétique. C'en arriva au point qu'en 1989 le SU a publié dans *International Viewpoint* [sa revue en langue anglaise], sans aucune critique, un article à la gloire des «Frères de la forêt» estoniens – des fascistes qui ont combattu aux côtés des SS de Hitler pendant la Deuxième Guerre mondiale. Seymour nota que «*pendant la période de la deuxième guerre froide, Mandel et ses partisans n'ont jamais rencontré un nationaliste anticommuniste non russe en Europe de l'Est qui ne leur plaisait pas [...]. bien sûr, au nom de la démocratie, de l'indépendance nationale et de l'antistalinisme*».

A la fin des années 1970, le SU a sauté dans le train de l'offensive antisoviétique engagée par le président américain Car-

gne rouge des conseils ouvriers. Nous nous sommes prononcés inconditionnellement contre l'annexion impérialiste de l'Etat ouvrier déformé est-allemand, la RDA. Et nous avons été à l'initiative de l'appel à la manifestation de front unique de janvier 1990 qui a rassemblé 250 000 personnes contre la profanation fasciste du monument aux soldats soviétiques de Treptower Park, à Berlin-Est, et en défense de la RDA.

Au contraire, le SU était totalement paralysé. Une militante de la LCI, dans une intervention de la salle, rappela comment Matti, alors dirigeant de l'aile droite du SU, décrivait leurs deux lignes sur la réunification allemande: «*Une partie voulait sabler le champagne; l'autre réclamait de l'Alka-Seltzer*», dit-elle. «*Mais personne ne voulait avoir une intervention révolutionnaire dans cette révolution politique naissante.*»

Après avoir soutenu les forces contre-révolutionnaires, de Walesa à la racaille capitaliste-restaurationniste sur les barricades d'Eltsine devant la Maison Blanche de Moscou en août 1991, le SU nie maintenant que le capitalisme a été restauré

ont organisé des convois de camions en Bosnie, protégés par les forces impérialistes de l'ONU. Un article loue même «*les efforts sincères de nombreux employés et soldats de l'ONU qui nous ont aidés*». Donc ici vous avez non seulement un soutien direct à un régime nationaliste bourgeois, mais des appels directs à une action militaire de ses parrains impérialistes.»

Le trotskysme contre l'opportunisme du SU

Les interventions spartacistes depuis la salle soulignèrent l'histoire des capitulations et du suivisme antitrotskyste du SU. Mais aucun des partisans de Mandel, dont certains ont plusieurs dizaines d'années d'expérience politique, n'a même tenté d'argumenter pour leurs positions; ils protestèrent au contraire que c'étaient là des questions vieilles de 20 ans et nous reprochèrent notre «grossièreté». Si Mandel adoptait le style scolastique de l'université européenne, ses camarades américains apparemment comme affligés de l'esprit de clocher américain et, qui plus est, passablement démoralisés. Pour ce qui est de leurs leçons d'étiquette, beaucoup de membres du SU ont appris leurs «méthodes» dans le SWP pendant le mouvement contre la guerre du Vietnam, quand le SWP envoyait des bandes de gros bras contre Progressive Labor, la Spartacist League et d'autres groupes opposés à sa coalition de front populaire avec les «colombes» du Parti démocrate.

Trotsky écrivait: «*Il n'est pas rare que le centrisme s'efforce de dissimuler son aspect de flâneur dilettante en invoquant le danger du "sectarisme": il entend par là non la passivité propagandiste abstraite du type bordiguiste, mais le souci actif d'avoir une pureté de principes, une clarté de position, un esprit de conséquence en politique, de perfection dans l'organisation.*» De fait, un militant après l'autre, le SU est intervenu pour dénoncer l'«inflexibilité» et l'«effrayante uniformité» de la LCI – c'est-à-dire notre détermination principielle à défendre un programme révolutionnaire. Steve Bloom, de *BIDOM* et de *Solidarity*, déclara: «*Je voudrais suggérer que le principal motif de fierté des spartacistes, leur fermeté et leur inflexibilité sur le programme, est en fait la plus claire condamnation de leur méthode.*» Le mandélien Paul Le Blanc, qui coprésidait le meeting, demanda ensuite: «*En termes de travail pratique pour construire un mouvement ouvrier de masse qui peut gagner, que faites-vous?*» Plus tard, Dorothy Breitman accusa la Spartacist League de «*dénoncer toutes les activités qui sont menées parce qu'elles ne mettent pas en avant un programme révolutionnaire complet*»; elle demanda aux intervenants de définir la «*distinction entre le programme du front unique et celui du parti*».

Une intervenante du Freedom Socialist Party reprit ce thème. Mais elle ajouta, concernant le SU: «*Je dois dire que je suis d'accord avec l'intervenant de la Spartacist League qui a caractérisé le SU comme devenant de plus en plus concis*»

Suite page 10



En 1981, le SU de Mandel proclamait en gros titre sa «solidarité» avec le «syndicat» préféré de Mitterrand, de Reagan et du pape. Nous, trotskystes, défendions les acquis ouvriers menacés par la contre-révolution de Solidarność.

ter au nom des «droits de l'Homme», qui a été la toile de fond de la montée du «syndicat» procapitaliste Solidarność en Pologne. «*Mandel et ses partisans ont soutenu Solidarność avec la même ferveur que Ronald Reagan ou Margaret Thatcher*», nota Seymour. Dans sa quête d'«influence», Mandel nageait avec le courant, s'acquinant avec des sociaux-démocrates de guerre froide comme Mitterrand en France et les bureaucraties syndicales allemande et suédoise. Seymour rappela que Mandel qualifiait Walesa et Co de «*meilleurs socialistes du monde*» – sans doute parce qu'ils rejetaient ouvertement le socialisme». Au contraire, nous disions: «*Halte à la contre-révolution de Solidarność!*» Seymour cita un article publié en 1981 dans *Workers Vanguard* [le journal de la Spartacist League/US, et reproduit dans le *Bolchévik* n° 28, octobre 1981] qui décrivait les conséquences probables de l'arrivée au pouvoir de Solidarność: «*Les investissements capitalistes étrangers seraient sollicités sur une large échelle [...]. Les salaires seraient maintenus à un bas niveau pour être compétitifs sur le marché mondial. Des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs seraient licenciés [...]. La masse des ouvriers abusés de Solidarité ne veulent pas cela. Mais la restauration du capitalisme, dans toute sa brutalité, succéderait au programme de "démocratie à l'occidentale" défendu par Solidarité comme la nuit succède au jour.*» «*Quelle personne honnête et objective nierait aujourd'hui que ce que nous avions prédit en 1981 [...] s'est en fait produit?*», demanda-t-il.

Quand le sort des Etats ouvriers déformés et dégénérés s'est trouvé mis en jeu, en 1989-90 en Allemagne, continua Seymour, la LCI a mobilisé toutes les forces à sa disposition pour intervenir avec un programme pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne – une Allema-

gné dans ces pays. Son critère est l'argument social-démocrate que la plus grande partie de l'industrie est toujours nationalisée. Après avoir noté que le SU a refusé de défendre l'Union soviétique au moment de l'Afghanistan, et qu'il a même appelé au retrait des troupes soviétiques qui combattaient les intégristes islamiques soutenus par la CIA et ennemis jurés des femmes, un intervenant de la LCI remarqua: «*Bizarrement, le SU défend l'Union soviétique quand elle n'existe plus en tant qu'Etat ouvrier. Méditez là-dessus.*»

Plus récemment, dans l'ex-Yougoslavie, le SU s'est aligné sur l'impérialisme «démocratique» par l'intermédiaire de la campagne du «Secours ouvrier pour la Bosnie». Les marxistes considèrent cette guerre civile fratricide comme réactionnaire dans tous les camps, tout en appelant à la défense des Serbes contre les attaques impérialistes. Pourtant, nota Seymour, *International Viewpoint*, la revue du SU, «se vante que ses partisans

Spartacist

(édition française)

N° 27

Contenu :

Document de la deuxième conférence de la Ligue communiste internationale : Pour le communisme de Lénine et Trotsky!

James P. Cannon et les premières années du communisme américain

10 F (64 pages)

Ecrire au Bolchévik : BP 135-10 75463 Paris Cedex 10



Mandel...

Suite de la page 9

liant, spécialement depuis l'éclatement de l'Union soviétique. » La stratégie actuelle de Mandel « est basée sur l'idée que maintenant nous allons avoir un siècle de néofascisme ». (Dans les années 1950, les adversaires de Pablo-Mandel caractérisaient la perspective pabliste comme étant « des siècles d'Etats ouvriers déformés ».) Révélant sa propre politique suiviste, elle déclara : « Nous appelons les Cubains aussi, et Castro, à donner l'autorité de l'Etat ouvrier cubain à l'appel pour une nouvelle internationale. » Mais la réalité va dans le sens opposé : le régime

bert est devenu l'avocat, le porte-parole de la ligne de Messali Hadj pendant toute cette période. »

Lors des interventions de la salle, un militant de la LCI répondit à Mandel : « Comme il le sait, nous n'avons absolument rien à voir avec le soutien de Lambert à Messali Hadj. En fait, nous soutenons militairement les forces de libération contre l'impérialisme français [...]. Mais quelle était la position du SU ? Ton organisation a politiquement soutenu une aile du FLN, les nationalistes bourgeois, depuis le milieu des années 50 [...]. [Le SU] a criminellement colporté le mensonge que les mouvements de libération nationale des colonies pouvaient se transformer en révolution socialiste sans l'intervention d'un

fraternelles avec la Ligue communiste internationale [lire en page 6 et 7 de ce numéro].

Une intéressante vision du SU a été apportée par une militante de l'International Trotskyist Opposition (ITO), qui parla comme quelqu'un de neutre, alors que l'ITO se définit elle-même comme une tendance du SU. Durant la majeure partie de son intervention, elle défendit Mandel, qui « a pris quelques positions correctes » à l'intérieur du SU, y compris « sur la question du front populaire au Mexique autour de Cárdenas, sur la question du front populaire au Brésil autour de Lula, sur la question de l'adaptation anti-stalinienne à l'impérialisme autour de la Serbie ; et aussi il s'est opposé à la liquidation du SU qui est préconisée par la majorité de la direction, dans le mouvement de la social-démocratie. » Mais elle ajouta : « Malheureusement, Mandel a un problème politique historique pour ce qui est de mener ces luttes de façon conséquente. » Tu l'as dit.

Mandel a souvent polémique contre des tendances plus nettement droitières dans le SU – pour finalement abandonner ses propres partisans à leur vindicte. Voilà une « internationale » qui fréquemment a eu plusieurs fractions en conflit, et même des sections séparées dans un même pays, sur la base d'appétits opportunistes conflictuels. Lors du soulèvement de 1975 au Portugal, où les réformistes du Parti communiste, en bloc avec des officiers de gauche, s'opposaient au Parti socialiste soutenu par l'impérialisme, le SU a scissionné en deux sections qui se retrouvaient littéralement des deux côtés de vraies barricades. Ailleurs, en Iran, les deux groupes du SU, le HKE et le HKS, soutenaient la « révolution islamique » de Khomeiny, même quand le régime des mollahs arrêta et fusilla leurs camarades.

Mandel a sacrifié politiquement plusieurs générations de militants qui voulaient être trotskystes dans sa quête d'une illusoire « influence ». Les sections du SU ont été créées et détruites encore et encore tandis que Mandel a poursuivi un programme kautskyste d'« unité » avec les maoïstes, les Verts, les sociaux-démocrates, etc. Et plus le conglomérat était droitier et « large », mieux c'était – jusqu'à l'inévitable rupture. Au milieu des années 70, l'Internationalist Tendency (IT), les partisans de Mandel aux USA, a été persécutée par la direction du SWP et exclue de ce parti. Bien que Mandel eût mené une lutte fractionnelle contre la direction du SWP, il accepta l'exclusion et demanda que les membres de l'IT retournent individuellement dans le SWP. Cela marqua la fin de ce courant de gauche.

La provocation de Mandel échoue

A la fin du débat, Mandel a dû sentir venir la défaite, car il attaqua « la grande majorité des gens ici présents » comme

« complètement hors sujet, complètement hors de propos ». Après avoir interrompu à plusieurs reprises Seymour au cours de sa conclusion – ce qui lui valut plusieurs avertissements du président du meeting lui demandant de cesser d'interrompre l'orateur –, Mandel s'emporta : « Personne ne m'a fait taire depuis 60 ans [...]. La seule chose que vous pouvez faire, c'est d'utiliser la violence physique – allez-y, allez-y ! » Cette provocation flagrante a alarmé même ses propres camarades, qui essayèrent de contrôler ses éclats. Mandel consacra la fin de sa conclusion à un plaidoyer kautskyste pour le désarmement.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la réponse de Joseph Seymour à Mandel. Nous espérons publier bientôt l'intégralité du débat dans notre journal *Spartacist*.

* * *

L'intervenante du Freedom Socialist Party dit que nous n'avons jamais participé à des fronts uniques – et je définirai plus tard ce qu'est un front unique pour la camarade Breitman – quand nous n'en n'avons pas été à l'initiative et que nous ne les contrôlons pas [...]. Mais nous pouvons citer des dizaines de fronts uniques auxquels nous avons participé. Par exemple, et cela concerne un sujet qui t'est certainement cher, la défense des cliniques où l'on pratique des avortements, qui a été organisée par des féministes libérales. De multiples fois, nous avons été présents.

L'intervenant de la Bolshevik Tendency a déclaré que nous avons une position neutre en août 1991, dans le coup d'Etat du Kremlin et le contre-coup d'Etat d'Eltsine. Ce n'est pas vrai. Nous avons la position que les travailleurs devaient s'organiser pour écraser les barricades d'Eltsine, parce qu'Eltsine était l'ennemi principal, le principal agent de la contre-révolution.

Maintenant, Ernest Mandel, je te mets publiquement au défi d'étayer tes accusations ou, comme nous le disons à notre manière américaine frustrée, si tu n'as rien à mettre sur la table, tu la fermes ! Trouve un document où nous aurions approuvé le soutien des lambertistes à Messali Hadj [...]. Trouve un document où nous aurions dit que le socialisme peut être construit au cours ou après une guerre nucléaire [rires] [...]. Mais peut-être ce que tu veux dire, c'est quelque chose d'autre : que, bien sûr, nous avons effectivement défendu les armes nucléaires quand elles étaient dans les mains des Etats ouvriers dégénéré soviétique ou déformé chinois. Parce que s'ils n'avaient pas eu ces armes nucléaires, ils auraient été atomisés. Il n'y aurait pas eu de révolution vietnamienne, il n'y aurait pas eu de révolution cubaine, la Corée n'aurait été que ruines radioactives – et qui-conque ne pense pas ça a vraiment énormes illusions dans l'impérialisme américain.

Le front unique est une action ; ce



Workers Vanguard

Au cours du débat, un intervenant de la Spartacist League dénonce la prostration du SU devant l'impérialisme sur l'Afghanistan.

castriste assiégé, qui l'année dernière a légalisé la possession de dollars, a offert d'abandonner le « socialisme » en échange de l'acceptation de l'indépendance cubaine par les impérialistes.

Répondant à l'accusation d'« abstentionnisme » spartaciste, les intervenants de la LCI soulignèrent la série d'actions de front unique basées sur la puissance du mouvement ouvrier racialement intégré contre la terreur fasciste que nous avons organisées, de Washington en 1982 à Springfield, dans l'Illinois, en janvier dernier. Très récemment, à Berkeley, le Spartacus Youth Club [groupe de jeunesse de la SL] a été à l'initiative d'une manifestation qui a empêché la tenue d'un rassemblement nazi auquel devait participer l'« historien » hitlérien David Irving. Un partisan de la Spartacist League dans les syndicats demanda à ce sujet : « Où et quand le Secrétariat unifié a-t-il jamais essayé d'appliquer la stratégie de Trotsky pour la lutte contre le fascisme, centrée sur le prolétariat ? »

Dans son rapport, Mandel a accusé avec force effets de manche la Spartacist League d'avoir couvert une trahison des lambertistes français, qui ont soutenu le Mouvement national algérien (MNA) durant la guerre d'indépendance des années 1950. Messali Hadj, le dirigeant du MNA, avait fini par se rallier à de Gaulle et à l'impérialisme français. La base putative de l'attaque de Mandel était le fait que, alors, nous étions solidaires du Comité international formé en 1954 par le SWP, le groupe de Lambert et le groupe britannique de Healy, pour s'opposer au révisionnisme pabliste. L'objectif de Mandel était à l'évidence de dresser un écran de fumée pour camoufler le soutien politique enthousiaste apporté par les pablistes au régime nationaliste bourgeois algérien du FLN.

En fait, la tendance spartaciste a une appréciation extrêmement critique des positions du groupe de Lambert sur l'Algérie. En juin 1992, une journée d'études publique de la Ligue trotskyste, section française de la LCI, a documenté de façon détaillée comment les lambertistes ont servi de couverture à Messali Hadj, jusqu'au moment où celui-ci se plaça ouvertement dans le camp du colonialisme. Un représentant de la Ligue trotskyste résuma notre position : « Lam-

parti révolutionnaire marxiste, un parti ouvrier prenant la tête de la paysannerie. Et peut-être le camarade Mandel se rappelle-t-il avec émotion l'Algérie comme l'occasion où Pablo lui-même a mis en pratique la ligne pabliste – en tant que membre à la fois du gouvernement de Ben Bella et du SU, dirigeant l'Algérie capitaliste – oh excuse-moi, construisant le « socialisme » algérien, comme il disait. Ca, c'est de l'« influence » pour toi. » Notre camarade nota que le SU a réintégré Pablo en son sein l'année dernière et que le groupe algérien du SU oscille entre soutenir le régime de l'armée bourgeoise et manifester avec les intégristes islamistes du FIS.

Un autre intervenant de la LCI dénonça le suivisme du SU par rapport aux fronts populaires au Mexique, où le PRT a soutenu le parti populiste bourgeois de Cuauhtémoc Cárdenas, et au Brésil. Quand une tendance de gauche s'est opposée en 1989 à la formation d'un front populaire par le PT, le Parti des travailleurs brésilien de Lula, João Machado, un dirigeant du courant du SU à l'intérieur du PT, « Démocratie socialiste » (!), a été envoyé pour y faire une purge. C'est de ce groupe de militants qu'est issu le groupe Luta Metalúrgica, qui a établi récemment des relations

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT !

Résultats de la campagne d'abonnements 1994

Local	Quota (en pts.)	Total (en pts.)	
Paris	300	312	104%
Rouen	80	81	101%
Autre		10	
Total	380	403	106%

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Ecrire au Bolchévick, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

n'est pas un programme, ce n'est pas un parti, ce n'est pas une organisation politique permanente, ce n'est pas un bloc politique - c'est une action: «*Frapper ensemble et marcher séparément*» [...]. Ce que vous autres, vous nous reprochez, ce n'est pas que nous ne soyons pas engagés dans des luttes réelles, ce n'est pas que nous ne soyons pas engagés dans des fronts uniques, ce n'est pas que nous n'ayons rien à faire avec le mouvement ouvrier. Ce que vous nous reprochez, c'est que nous sommes des rouges et que, quoi que nous fassions, nous sommes connus comme des rouges!

Maintenant, comme je l'ai dit précédemment, je pense que le cœur de la politique du SU est bien mieux exprimé par Paul Le Blanc que par le confusionniste Mandel. Et il dit: «*Bon, nous construisons un parti ouvrier.*» Nous savons tous que les menchéviks et les staliniens avaient une révolution par étapes pour les pays arriérés. Mais ici nous avons une révolution par étapes pour un pays capitaliste avancé. D'abord, nous construisons un parti ouvrier réformiste et, ensuite, nous le poussons vers la gauche. Non.

Pour commencer, il ne va y avoir aucune espèce de parti ouvrier dans ce pays sans de tumultueuses luttes de classe - des grèves, des manifestations, une énorme radicalisation. Qu'est-ce que vous croyez, que vous pouvez construire d'une espèce de manière bêtement linéaire un parti ouvrier de masse? Les conditions qui permettront un parti ouvrier de masse seront nécessairement les mêmes que celles qui permettront un parti révolutionnaire. Là où il y a un mouvement pour un parti ouvrier, à court terme il y aura soit un parti ouvrier révolutionnaire soit un parti ouvrier réformiste contre-révolutionnaire [...].

OK. «*Nous avons les masses, de l'influence, des députés au parlement brésilien...*» Vous n'avez rien du tout [...]. Vous savez ce que vous avez au Brésil? Vous avez une bande d'apparatchiks pour Lula! Si demain Lula disait: «*Répudiez la Quatrième Internationale, répudiez le trotskysme, répudiez la dictature du prolétariat, ou vous êtes exclus*», vous savez ce qui arriverait? La moitié d'entre vous

seraient exclus, l'autre moitié répudieraient le trotskysme, et ceux qui seraient exclus... [A ce moment, Mandel interrompt Seymour pendant plusieurs minutes, et finit par se taire.] Ceux qui répudieraient le trotskysme formel accuseront les autres d'être des sectaires gauchistes, et ceux qui seront exclus accuseront les autres d'être des opportunistes [...].

Au milieu des années 1930, une figure significative du mouvement trotskyste français scissionna temporairement à droite. Il écrit à Trotsky une lettre très critique vis-à-vis du mouvement trotskyste français, et Trotsky répondit: «*Le gros argument, dans cette lettre: "Pourquoi les bolchéviks-léninistes sont-ils restés faibles, en Allemagne, puis en France?" n'est qu'un écho des objections centristes: "Pourquoi avez-vous été battus par la bureaucratie stalinienne, par la réaction coalisée en Chine, etc.?" Nous avons depuis longtemps donné l'explication et nous n'avons jamais promis de faire des miracles. Notre travail international n'a commencé qu'en 1929 - et pas sur un terrain vierge, mais sur un terrain encombré par de vieilles et puissantes organisations, et par des organisations nouvelles confuses et traîtresses qui se réclamaient de nos principes.*» Savez-vous à qui répondait Trotsky? A un homme du nom de Pierre Frank, qui était un vieux camarade d'Ernest Mandel.

Notre tendance non plus n'a pas débuté et n'a pas opéré sur des territoires politiquement vierges. Nous sommes confrontés à des bureaucraties staliniennes et social-démocrates puissantes, à des mouvements petits-bourgeois et nationalistes bourgeois, et la plupart des «*trotskystes*» et des «*marxistes révolutionnaires*» sont des traîtres opportunistes, et la tendance d'Ernest Mandel en est un bon exemple. Maintenant, je crois sincèrement que la tendance dirigée par Ernest Mandel peut apporter une contribution à la construction du mouvement révolutionnaire: Cessez de faire semblant d'être des trotskystes! Cessez de faire semblant d'être des marxistes révolutionnaires! Et soyez honnêtes, reconnaissez que vous êtes des sociaux-démocrates de gauche!

- Traduit de Workers Vanguard n°611

re et pour trouver un programme prolétarien contre l'oppression des Noirs présente un profond parallélisme avec la lutte de la tendance spartaciste depuis sa fondation, et elle offre une base solide pour aller ensemble de l'avant. Nous soulignons la nécessité d'un travail commun, en ayant pleinement conscience des difficultés que représentent la distance géographique et d'autres obstacles; surmonter ces difficultés nécessitera des efforts conscients et mutuels. Nous notons qu'une tâche urgente est l'étude du portugais par les camarades de la LCI, et celle de l'espagnol et de l'anglais par les camarades de Luta Metalúrgica.

Notre perspective est que ces relations fraternelles soient une étape vers la fusion de nos organisations, qui unira nos efforts dans la lutte pour le communisme sur toute la surface de la planète. La concrétisation d'une telle fusion représentera pour la LCI une extension importante. Nous combattons pour reforger la Quatrième Internationale sur la base du communisme de Lénine et Trotsky et des règles énoncées dans le *Programme de transition*: «*Regarder la réalité en face; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur nom; dire la vérité aux masses quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes; oser, quand vient l'heure de l'action: telles sont les règles de la Quatrième Internationale.*»

20 septembre 1994

- Approuvé par Luta Metalúrgica, le 22 septembre 1994

- Approuvé par le secrétariat international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), le 26 septembre 1994

- Traduit de Workers Vanguard n°608

GR-JCR...

Suite de la page 3

nant votre lettre-alibi.

Réaffirmons l'évidence: le gangstérisme dans la gauche a une longue et infâme histoire. Il est caractéristique des bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates qui ont beaucoup à craindre de la critique des révolutionnaires. Comme le montre elle-même la lettre de la GR-JCR, votre section française ne fait aucune différence entre la violence physique - qui n'a aucune place dans le mouvement ouvrier - et le fait de porter une critique révolutionnaire intransigeante, qui est le droit et le devoir de toute organisation révolutionnaire.

Votre Raymond Debord a des raisons particulièrement impérieuses de vouloir empêcher notre voix de se faire entendre: son parcours politique récent est une série particulièrement peu reluisante de zigzags politiques échevelés, dont son flirt avec la version antisémite française de la coalition «*rouge*»-brune par l'entremise de *l'Idiot international* (c'est notre article et notre intervention dénonçant ce flirt lors de vos meetings en mai dernier qui ont servi de base aux accusations mensongères comme quoi nous aurions «*perturbé*» vos meetings). Debord trouve certainement très utile de tracer une ligne de sang entre nos organisations pour que ses militants restent politiquement dans le «*droit chemin*» tandis que lui-même multiplie les contorsions - depuis son association avec des «*intellectuels*» idéologues fascistes jusqu'à son suivisme acritique actuel à l'égard des intégristes islamiques en France, qui défendent hypocritement le droit à l'éducation des lycéennes maghrébines dans l'espoir de se constituer une base auprès des jeunes de la deuxième génération.

Tout membre de la GR-JCR qui pourra être entraîné à participer personnellement aux agressions contre nos camarades sera alors enchaîné par des liens de culpabilité à la ligne politique réformiste que les flics sont des «*travailleurs en uniforme*», ligne qui comme vous le savez bien est une source considérable de mécontentement au sein de la GR-JCR et ailleurs dans votre internationale. Cela sert un objectif similaire quand vous

prétendez que nous vous avons traités de «*flics*» parce que nous dénonçons votre ligne proflics, ou de «*fascistes*» parce que nous avons dénoncé les frasques de Debord avec *l'Idiot international*. A court terme, vous vous imaginez probablement que vous vous tirerez d'affaire en essayant de nous intimider pour nous empêcher de démasquer les frasques de Debord. En fait, votre dirigeant en France est complètement incontrôlable; ni nous ni vous ne pouvons prédire ce que ce poseur instable va pouvoir inventer maintenant comme infamie, politique ou autre.

Notre tendance a une longue histoire de défense intransigeante de la démocratie ouvrière, et nous en sommes fiers. Une de nos premières campagnes en la matière a été notre défense d'Ernie Tate, un sympathisant britannique du Secrétariat unifié (SU), quand les healystes (dont nous étions en fait plus proches à l'époque en termes de positions politiques formelles) cherchèrent à l'empêcher de vendre une brochure du SU en utilisant la violence puis en portant plainte contre lui devant les tribunaux bourgeois. Très récemment, nous avons participé activement à la défense de partisans du SWP britannique de Tony Cliff (qui ne sont ni nos amis ni ceux de la démocratie ouvrière) quand ils furent confrontés à des attaques fascistes à Toronto, et nous protestons aujourd'hui contre l'arrestation par le régime répressif sud-coréen des partisans de Cliff dans ce pays. Notre défense principielle, antisectaire, des droits de toutes les organisations de gauche, des minorités et du mouvement syndical s'étend également à la GR-JCR, dont un membre a été récemment arrêté pendant les manifestations contre la circulaire Bayrou. Notre politique est peut-être incompréhensible pour votre Raymond Debord, qui l'interprète probablement comme un signe de faiblesse. Qu'il n'y ait aucun doute pour vous et pour lui: nous agissons avec la même vigueur pour nous défendre que pour défendre les autres.

Contre le gangstérisme, en défense du débat politique,

Pour la LCI(QI), le secrétariat international

Brésil...

Suite de la page 7

les camarades de Luta Metalúrgica sont confrontés à la nécessité de polémiquer contre ceux qui salissent le nom du trotskysme - en premier lieu les centristes de Causa Operária; de rechercher de possibles regroupements, passant par des scissions et des fusions; et de recruter des jeunes, de sorte qu'une nouvelle génération de révolutionnaires puisse entrer dans la lutte contre la barbarie capitaliste. Le combat pour construire un groupe de propagande signifiera certainement des décisions difficiles quant aux priorités, qui devront être tranchées par des discussions collectives.

Les valeurs pourries de groupes semi-sociaux-démocrates comme le PSTU et CO se manifestent non seulement à travers des questions comme leur soutien aux «*grèves*» de la police (les professionnels de la répression antiouvrière et raciste) et leurs appels à une police plus «*populaire*». Elles se manifestent aussi par le mépris affiché des dirigeants de CO envers les ouvriers révolutionnaires de Luta Metalúrgica, qu'ils traitent d'«*ignorants*» et d'arriérés. Nous déclarons ensemble engager une lutte sans pitié pour démasquer politiquement ces petits-bourgeois qui se mettent à la remorque du front populaire et qui ne ratent aucune occasion de ne rien dire au sujet de l'oppression des femmes et des Noirs.

Pour nous, l'internationalisme n'est pas un bon sentiment pour résolutions et discours du dimanche. C'est la lutte pour construire un parti mondial basé sur le centralisme démocratique international, totalement à l'opposé des fédérations nationales des innombrables opportunistes nationalistes. L'histoire du combat de Luta Metalúrgica contre le front populai-

Guerre raciste...

Suite de la page 2

pos des présidentielles françaises, de «*balladolorisme*»...

La direction du PCF critique aujourd'hui l'ex-futur président de la Commission européenne. Mais sa politique de collaboration de classes ne lui laisse guère d'autre choix que d'appeler à voter au second tour des présidentielles pour le candidat de «*gauche*» que soutiendra le PS - Delors ou un autre. D'autant plus que le soutien du PS est indispensable au PCF lors des prochaines élections municipales s'il veut avoir une chance de pouvoir conserver ses mairies - dont dépend en partie l'existence de son appareil...

Avec leur politique réformiste, raciste et chauvine, incapable d'offrir une issue prolétarienne à la crise économique et politique capitaliste, les directions du PCF, du PS et des syndicats laissent le champ libre aux pires ennemis de la classe ouvrière. Le Front national (FN) fasciste peut ainsi exploiter le désespoir de la petite-bourgeoisie, des lumpens et des ouvriers arriérés et leur rejet du parlementarisme, impotent et corrompu, pour continuer à se consolider, attendant son heure pour lancer ses nervis racistes et anticommunistes contre le mouvement ouvrier. Aux franges du FN, un courant ultraréactionnaire de la «*majorité*» (représentant une partie de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie hostiles à l'Eu-

rope de Maastricht) s'est cristallisé autour de De Villiers qui rivalise avec Le Pen en racisme, populisme et nationalisme - et qui bénéficie des encouragements faussement discrets de Pasqua. Le premier flic de France vient encore, avec ses primaires bidons, de renforcer son rôle d'arbitre au-dessus de la mêlée indescriptible de la «*majorité*». S'appuyant sur l'appareil policier et fort du consensus anti-immigré, Pasqua, à la tête de la défense de la «*patrie*» soi-disant mise en danger par l'«*islamisme*», pose en «*sauveur*» de l'«*ordre*» bourgeois menacé par les «*extrémistes*», prêt à utiliser les méthodes musclées d'un Etat policier pour briser la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

La crise de la domination politique de la bourgeoisie, ouverte par les luttes ouvrières/jeunes, ne pourra être résolue dans le sens des intérêts des exploités et opprimés que par le renversement du capitalisme. Toutes les vagues de grèves, aussi bien en France qu'en Europe, montrent que sont possibles de nouveaux Mai 68 - quand quelque dix millions de travailleurs, s'engouffrant derrière les mobilisations de la jeunesse, ont participé à ce qui fut probablement la plus grande grève générale de l'histoire. La clé, c'est de se préparer à de telles situations pré-révolutionnaires en intervenant dans la lutte des classes pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui conduira le prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est le combat de la Ligue trotskyste. ■

Purification...

Suite de la page 16

marxistes n'acceptent pas le cadre nationaliste de la « culpabilité collective » qui prétend punir les générations futures pour les crimes de leurs ancêtres. En même temps que nous nous faisons les champions de la cause des opprimés contre leurs oppresseurs, notre réponse à l'assujettissement national n'est pas de renverser les termes de l'oppression. En tant qu'internationalistes, nous nous opposons politiquement à toutes les variantes du nationalisme et nous luttons pour éradiquer toute oppression nationale ou sociale au moyen de la révolution socialiste.

Le problème qui est posé en Palestine, c'est celui des droits nationaux conflictuels

de la Ligue arabe en mai 1948 menaçait la survie du peuple hébraïque et son droit à l'autodétermination. Tout en nous opposant à la partition et en luttant pour le retour des Palestiniens expulsés, nous soutenons l'appel à la victoire de la Haganah sur la Légion arabe. Cependant, un réexamen des événements de 1948 montra clairement que les armées arabes n'ont jamais menacé l'existence de la nation hébraïque. Notre conclusion a été exprimée dans une motion adoptée le 16 mars 1974 par le comité central de la Spartacist League : « *La position trotskyste correcte vis-à-vis de la guerre de Palestine de 1948 était celle du défaitisme révolutionnaire (et l'exercice [du droit à] l'autodéfense par des villages et des colonies particulières, quand ceux-ci étaient attaqués), parce que : 1) la question démocratique de l'autodétermination pour*

qu'il est possible de garantir les justes droits nationaux de tous les peuples de la région. Une révolution socialiste demandera une rupture complète avec la conscience nationaliste prédominante, ouvrant ainsi la possibilité de la formation d'un Etat ouvrier binational hébreu-arabe; mais une fédération socialiste pourra aussi comprendre deux Etats nationaux distincts.

Nous notions à l'époque que de telles considérations s'appliquent aussi à d'autres situations où existe un patchwork communautaire/ethnique, ce qui correspond particulièrement à la situation actuelle en Yougoslavie : « *Par exemple, la décomposition du vieil empire turc multinational a précipité une période d'intenses conflits nationaux meurtriers dans les Balkans. Les siècles de haines et de massacres nationaux entre, par exemple, les peuples serbe et croate dépassent de loin l'histoire du conflit national entre Hébreux et Arabes au Proche-Orient. La seule base pour l'unité des Serbes et des Croates (et des autres peuples) de Yougoslavie a été le triomphe des armées de partisans, contre tous les nationalistes, après la Deuxième Guerre mondiale, dans une lutte qui a brisé les limites du capitalisme et qui a eu pour résultat la création d'un Etat ouvrier déformé en Yougoslavie* » (*Workers Vanguard* n° 45, 24 mai 1974).

Mais avec sa politique stalinienne-nationaliste, le régime de Tito ne pouvait pas instaurer une égalité véritable entre les peuples yougoslaves, ni aller au-delà des étroites limites de la Yougoslavie et lutter pour une fédération socialiste des Balkans. Car cela aurait posé la question d'une révolution socialiste dans l'Europe capitaliste et d'une révolution politique prolétarienne dans tout le bloc soviétique.

La boucherie actuelle en Yougoslavie démontre avec quelle rapidité cette résolution partielle de la question nationale pouvait s'écrouler avec le retour du régime capitaliste. Mais même dans les conflits nationalistes les plus féroces sous le capitalisme, surgissent des occasions pour une lutte de classe commune qui peuvent être saisies par des révolutionnaires internationalistes. A Chypre, la question nationale fut brutalement posée pendant l'été 1974, lorsque les troupes turques envahirent l'île pour contrer un coup d'Etat militaire fomenté par des

garantissaient de futures guerres inter-communautaires.

Finalement, la population chypriote fut séparée de force par les troupes turques en une région grecque ethniquement « pure » au sud et une région turque au nord; environ un tiers de la population de l'île - quelque 160 000 Grecs et 65 000 Chypriotes turcs - furent chassés de chez eux. Mais nous avons noté que dans les premiers jours suivant le coup d'Etat à Chypre et précédant l'invasion turque, il y avait une base pour une action commune des Chypriotes turcs et grecs contre la junte militaire : « *Pendant un moment historique, les intérêts de la démocratie ont été directement opposés à ceux du nationalisme chez le peuple dominant de l'île. Cela s'est manifesté dans les nombreux cas de Grecs pro-Makarios qui ont été sauvés par des Chypriotes turcs lors de la première attaque de la Garde nationale, et notamment dans la manifestation contre la junte du 16 juillet à Londres qui, pour la première fois dans l'histoire, a réuni des Chypriotes grecs et turcs. A ce moment-là existait la base d'un vaste soulèvement populaire qui se serait très rapidement transformé en une bataille sur des lignes de classe au sein de la communauté grecque* » (*Workers Vanguard* n° 50, 2 août 1974).

Le conflit national le plus explosif et le plus tenace en Europe de l'Ouest est celui qui met aux prises les catholiques irlandais et les protestants d'origines écossaise et anglaise en Irlande du Nord (Ulster), protestants qui voici plusieurs siècles furent installés en Irlande comme un instrument dirigé contre les catholiques. La partition effectuée en 1921 par l'impérialisme britannique, qui mit en place la République d'Irlande dominée par les catholiques au Sud en laissant sous domination britannique l'Ulster à majorité protestante, créa une situation où l'exercice plein et entier de l'autodétermination par l'une ou l'autre des communautés du Nord signifie nécessairement l'oppression pour l'autre communauté. Une Ulster capitaliste indépendante perpétuerait nécessairement l'oppression de la minorité catholique irlandaise; d'un autre côté, l'unification forcée de toute l'île (au nom de l'« autodétermination irlandaise ») est un appel à l'oppression des protestants dans une République irlandaise clérical-réactionnaire dominée par les catholiques.

Dans nos « Thèses sur l'Irlande » (*Spartacist* édition française n° 18-19, hiver 1981-1982), tout en appelant au retrait immédiat et inconditionnel de l'armée britannique du Nord, nous notions que la seule solution équitable des aspirations conflictuelles de ces peuples interpénétrés passait par une république ouvrière irlandaise, partie intégrante d'une fédération socialiste des Iles britanniques. Les « thèses » notent qu'il y a eu dans l'histoire du mouvement ouvrier irlandais des exemples significatifs de solidarité ouvrière qui ont temporairement transcendé les divisions sectaires; et elles affirment : « *Même de tels exemples indiquent la potentialité de l'unité des ouvriers. Ces exemples de solidarité de classe ne sont pas la preuve d'une tendance profonde à l'unité de classe ou que la situation n'est pas empoisonnée par des haines sectaires; ils indiquent qu'une occasion peut se présenter pour une organisation révolutionnaire, bien que peut-être jusqu'alors isolée, faible et petite, d'intervenir en modifiant le déroulement du conflit vers une solution de classe et la révolution prolétarienne.* »

Parmi les exemples de solidarité ouvrière significatifs transcendant les divisions sectaires, on peut citer la grève des métallurgistes de Belfast en 1919 et les mouvements de masse des chômeurs dans les années 1930.

La formation des Etats multinationaux en Europe de l'Est

Si on peut trouver des cas de peuples interpénétrés dans les pays capitalistes



Institute for Palestine Studies

Manchiyah, dans la banlieue de Jaffa, après le bombardement et l'attaque sionistes qui chassèrent les 70 000 habitants arabes de la ville.

de deux peuples habitant le même territoire. Au milieu des années 1970, il y a eu dans la Spartacist League une discussion sur la question nationale appliquée aux peuples interpénétrés, discussion dont le point de départ fut le réexamen de notre position sur la guerre de 1948 en Palestine. A cette époque, tout un pan de la « nouvelle gauche », des stalinien et des pseudo-trotskyistes avaient embrassé la cause d'une « révolution arabe » mythique et sans contenu de classe, présentant comme de l'anti-impérialisme l'hostilité envers Israël manifestée par un ensemble de dirigeants arabes qui avaient participé avec les sionistes à la spoliation des masses palestiniennes. Mais comme nous le notions dans notre série d'articles intitulée « La naissance de l'Etat sioniste » (*Workers Vanguard* n° 33 et n° 45, 23 novembre 1973 et 24 mai 1974), « *les marxistes ne prétendent pas s'asseoir dans l'Olympe avec les dieux, récompensant majestueusement les peuples bons mais opprimés ayant droit à l'autodétermination et dispersant aux quatre coins du monde les méchants peuples oppresseurs.* »

Notre méthodologie fondamentale concernant la question nationale est restée inchangée tout au long de cette discussion : en tant que léninistes, nous soutenons également les droits nationaux de tous les peuples, en l'occurrence nous soutenons à la fois celui du peuple arabe palestinien et celui du peuple de langue hébraïque, tout en défendant les Palestiniens contre la terreur d'Etat sioniste. Sur cette base, en 1948 nous aurions été pour accorder un soutien militaire à une force palestinienne indépendante, si une telle force avait existé, contre l'Etat sioniste et contre les armées de la Ligue arabe, qui tous les deux cherchaient à anéantir l'existence nationale des Arabes palestiniens. De même, les marxistes auraient été pour le défensisme révolutionnaire du peuple de langue hébraïque dans l'éventualité d'une attaque des bourgeois arabes menaçant la survie de la population juive en Palestine.

Avant cette discussion, la Spartacist League avait la position que l'intervention

chacune des deux nationalités ou peuples géographiquement interpénétrés ne peut être résolue équitablement que dans le cadre du prolétariat au pouvoir; 2) concrètement, en 1948, les Juifs dirigés par les sionistes possédaient l'organisation sociale/militaire pour mettre en place et étendre leur Etat-nation. Les Arabes de Palestine étaient désorganisés, inefficaces et trahis de tous côtés. A l'exception de la bataille pour Jérusalem, les buts de guerre de la Transjordanie (inspirés et soutenus par les Britanniques) étaient d'entrer en concurrence avec les Juifs pour la partition des terres des Arabes palestiniens. Le rôle des autres armées arabes étrangères était essentiellement de prendre la pose, tout en cherchant à dévier le mécontentement au sein de leurs propres Etats » (cité dans *Workers Vanguard* n° 45, 24 mai 1974).

Cette discussion sur la question nationale, dans une situation où les Arabes palestiniens et le peuple de langue hébraïque ne pouvaient chacun créer leur propre Etat qu'aux dépens de l'autre nation, avait des implications plus larges pour les peuples interpénétrés en général : « *Quand des populations nationales sont géographiquement interpénétrées, comme elles l'étaient en Palestine, un Etat-nation indépendant ne peut être créé que par leur séparation par la force (transferts forcés de population, etc.) Ainsi, le droit démocratique à l'autodétermination devient abstrait, car il peut être exercé uniquement par le groupement national le plus fort qui chasse ou détruit le plus faible. Dans de tels cas, la seule possibilité de solution démocratique réside dans une transformation sociale.* »

Sous le capitalisme, l'une des nations entre nécessairement en conflit avec l'autre pour les marchés et les ressources rares, même au niveau le plus élémentaire - comme le partage des eaux du Jourdain (ou de l'Euphrate) ou la distribution des richesses pétrolières. De tels conflits peuvent seulement être résolus équitablement dans une économie planifiée internationalement. C'est seulement sous un pouvoir prolétarien, dans une fédération socialiste du Proche-Orient,



Le Bolchévik

La LTF manifeste en défense des Palestiniens. Seule la révolution ouvrière apportera une solution juste à la question nationale au Proche-Orient.

officiers grecs réactionnaires de la Garde nationale chypriote opposés au gouvernement de Nicosie dirigé par l'archevêque Makarios, qui était soutenu par les stalinien petits-bourgeois de l'AKEL. Les populations grecque et turque fortement interpénétrées de Chypre étaient mutuellement hostiles (particulièrement après plusieurs générations de politique coloniale britannique du « diviser pour régner »). En conséquence, toutes les solutions proposées sous le capitalisme - unité avec la Grèce (la population grecque de Chypre est majoritaire), partition entre la Grèce et la Turquie ou même un Etat fédéré indépendant - signifiaient des transferts massifs de populations et

avancés (impérialistes), comme le montre l'exemple de l'Irlande, cela est néanmoins relativement rare. Dans la plupart des cas, ce phénomène se présente dans des pays à développement économique intermédiaire, en particulier en Europe de l'Est et en Méditerranée orientale, et ce pour des raisons historiques concrètes. Dans les Etats-nations d'Europe occidentale, la création d'une population relativement homogène nationalement (un facteur favorisant l'extension des échanges de marchandises) a été accomplie au cours des siècles passés et était intimement liée au développement du marché national et à la montée de la bourgeoisie. Des populations diverses furent assimilées à la culture nationale dominante, en partie par la coercition - parfois très brutalement - mais dans une large mesure sous l'action des forces économiques, avec le développement du commerce et de la production.

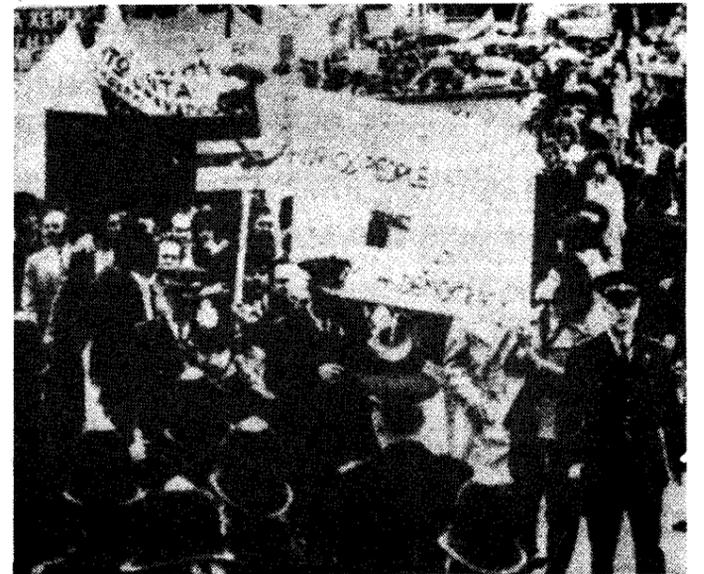
Mais à l'époque impérialiste actuelle, où le capitalisme n'est plus dans sa phase progressiste mais est au contraire entré en décadence, avec la destruction massive de forces productives symbolisée par deux guerres mondiales au cours de ce siècle, toute tentative de « construire une nation » dans les pays coloniaux et ex-coloniaux se heurte inévitablement aux barrières qui les empêchent de réaliser un développement économique soutenu. Il n'y a qu'à voir la régression économique post-coloniale de l'Afrique (que les apologistes d'un « nouvel ordre mondial » dominé par les USA utilisent pour justifier la réintroduction du colonialisme sous couvert de « mandat » onusien), et la « décennie perdue » en Amérique latine du fait de la « crise de la dette » managée par les banques, et qui a fait chuter le niveau de vie des masses de 50 % au moins. Avec la diminution drastique du « gâteau » économique, les tentatives de cristalliser des nations conduisent à l'annihilation des minorités nationales, souvent sous couvert de « punir » les minorités qui, sous le système colonial du « diviser pour régner », avaient été favorisées par les impérialistes (par exemple les Tamouls au Sri Lanka).

Le développement des Etats-nations classiques en Europe de l'Ouest, aux XVII^e et XVIII^e siècles (et ailleurs au XIX^e siècle) a servi de tremplin à la révolution industrielle et à l'émergence des grandes puissances mondiales impérialistes. Mais en même temps, la consolidation de l'Etat-nation français a été réalisée à travers plus de cinq siècles de guerres presque ininterrompues, de la croisade contre les Albigeois au XIII^e siècle à la Fronde du XVII^e siècle, en passant par la guerre de Cent Ans aux XIV^e et XV^e siècles et les guerres de Religion au XVI^e siècle. Elle a commencé avec le célèbre ordre lancé au début du XIII^e siècle par un chef de guerre français lors de la campagne contre le Languedoc : « *Tuez-les tous ! Dieu reconnaîtra les siens* » ; et elle s'est poursuivie par l'expulsion des juifs en 1394 et celle des huguenots (protestants) en 1685.

La centralisation du pouvoir d'Etat dans la monarchie absolue, personnifiée par le « Roi-Soleil » Louis XIV, reflétait la montée de la bourgeoisie et servit comme un puissant instrument de la consolidation nationale. Mais il revint à la bourgeoisie, lors de la Révolution française, de réaliser la consolidation finale de la nation française. Le poids du provincialisme féodal était reflété dans le fait que dans la France de 1789 les paysans préféraient généralement parler des dialectes locaux ; le provençal était largement en usage dans le Sud, le basque, le catalan, le breton, le flamand, l'allemand et l'italien étaient couramment usités dans les régions frontalières. La bourgeoisie révolutionnaire foula aux pieds les particularismes locaux, imposant la langue française dans l'administration et à l'école, interdisant même aux parents bretons de donner des prénoms celtes à leurs enfants. Avec l'extension de la scolarisation, le service militaire obligatoire

et les progrès des communications, une nation française homogène avait été consolidée dans le courant du XIX^e siècle.

En Europe de l'Est, le développement des premiers Etats suivit un cours tout à fait différent de l'expérience de l'Ouest, laissant subsister des groupes nationaux non consolidés et des peuples interpénétrés. Alors qu'à l'Ouest l'assimilation forcée des différents vestiges féodaux participait de la consolidation des Etats-nations bourgeois, à l'Est étaient formés des Etats multinationaux dans lesquels une myriade de nationalités étaient gouvernées par un groupe national dominant - les Allemands dans l'empire des Habsbourg (austro-hongrois), les Grands-Russes dans l'empire tsariste. La Révolution bolchévique montra la voie pour résoudre ce dilemme en combinant les tâches inachevées de la révolution bourgeoise - y compris l'émancipation nationale - aux tâches de la révolution socialiste, confirmant ainsi la théorie et le programme de la révolution permanente de Trotsky. Ailleurs, en Europe orientale



En 1974, à Chypre, un coup d'Etat provoqua une invasion turque (à gauche), conduisant à la partition de l'île. Une manifestation de Chypriotes grecs et turcs à Londres (à droite) ouvrit une brèche dans les divisions nationales.

(et maintenant, avec la destruction de l'Etat ouvrier soviétique, partout dans l'ex-URSS), l'imbroglie des peuples conduit à des conflits intercommunautaires et à des menées revanchistes de la part de nationalités concurrentes.

A l'Ouest, la formation des monarchies absolues annonçait les révolutions bourgeoises à venir, car elles reflétaient l'affaiblissement de l'ordre féodal par le développement d'une classe mercantile urbaine ; en Europe de l'Est, le développement de l'absolutisme conduisit à une consolidation d'un système féodal jusque-là peu développé (le « deuxième servage »). Les Etats absolutistes centralisés qui sont apparus au XVII^e siècle à l'Est - la Prusse, la Russie et l'Autriche - étaient les instruments fortement militarisés et féroce ment répressifs d'une aristocratie foncière déterminée à imposer un ordre féodal renforcé afin d'extorquer un surproduit à la paysannerie. La consolidation de ces Etats absolutistes fortifiés tendit, en l'absence d'une bourgeoisie urbaine dynamique, à geler le développement social, préservant ainsi l'existence de populations distinctes mais cohabitantes ensemble et ethniquement mélangées, populations qui à l'Ouest avaient depuis longtemps été rendues homogènes.

L'Europe orientale était certes un bric-à-brac de communautés, parsemée d'une multitude de peuples : villages juifs dans les territoires russes, disséminés au milieu des Polonais, des Ukrainiens, des Biélorusses et des Grands-Russes ; Slovaques, Ruthéniens (Ukrainiens), Magyars (Hongrois), Moldaves (Roumains) dans la région transcarpatique ; hobereaux allemands dans les pays Baltes ; colons saxons fortifiant la frontière orientale des Habsbourg en Transylvanie ; etc. Mais c'était davantage encore le cas dans les Balkans. Leur longue occupation par l'empire ottoman, depuis le XIV^e siècle, leur avait assuré le rang de sociétés les

plus arriérées d'Europe.

L'empire ottoman était un exemple de ce que Marx appelait le « despotisme asiatique », avec une machine bureaucratique d'Etat dont « *la base économique [...] était l'absence presque complète de propriété foncière privée* » qui était considérée comme appartenant au sultan (Perry Anderson, *L'Etat absolutiste - ses origines et ses voies*). La structure de classe était sous-développée, les villes étaient des centres administratifs d'Etat qui fournissaient une marge insuffisante pour développer une bourgeoisie vigoureuse. Sous l'empire ottoman, la société balkanique régressa jusqu'à des institutions locales primitives - le village, la tribu et la *zadruga* (la famille étendue) - dont beaucoup de coutumes provinciales et de loyautés claniques ont subsisté.

Les différents peuples des Balkans ont été atomisés aussi par plusieurs siècles de conflit entre l'empire ottoman et l'empire des Habsbourg, faisant des Serbes, par exemple, non seulement le groupe national le plus important de l'ex-Yougoslavie, mais aussi le plus dispersé. Des groupes

de Serbes furent constamment poussés vers le nord par l'avance des Ottomans qui, au début du XVI^e siècle, poussaient jusqu'aux portes de Vienne. Dans le cadre de leur défense militaire, les Ottomans comme les Habsbourg déployèrent des colonies de Serbes tout le long de la ligne de contact entre les deux empires. La Krajina, la région de la Croatie à majorité serbe, est en partie le résultat de l'encouragement prodigué par les Habsbourg au peuplement serbe le long de la « frontière militaire ».

Eveillées à une vie indépendante par le développement graduel des rapports bourgeois, les nations assujetties d'Europe de l'Est ne pouvaient se constituer elles-mêmes en Etats-nations sans se heurter à la résistance des couches dirigeantes des nations dominantes qui avaient le contrôle des Etats impériaux. Elles répondirent (comme le fit l'Irlande, à l'Ouest) par des luttes pour l'indépendance nationale, telles celles qui secouèrent l'Europe orientale lors du « printemps des peuples » révolutionnaire de 1848.

Le marxisme et les « fragments de peuple »

L'attitude marxiste vis-à-vis de la question nationale en général, et des peuples interpénétrés en particulier, est significativement différente aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, de ce qu'elle était dans la période antérieure du développement capitaliste. Au milieu du XIX^e siècle, Marx et Engels jugeaient les aspirations des nationalités d'Europe de l'Est à l'indépendance nationale selon leur capacité à consolider des Etats-nations modernes indépendants, favorables au développement économique. Ils envisageaient une Europe centrale et orientale divisée en trois grands Etats : une grande Pologne, une grande Allemagne et une grande

Hongrie. Ils s'attendaient à ce que les Slaves de l'Ouest et du Sud, qu'ils considéraient comme trop petits, trop dispersés et trop arriérés, s'assimilent à ces unités nationales plus importantes. Engels écrivait : « *Personne ne soutiendra que la carte de l'Europe soit définitivement tracée. Mais, tous les changements, pour être durables, doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes, douées de vitalité, leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies. En même temps, les fragments de peuple, que l'on trouve encore çà et là, et qui ne sont plus capables de mener une existence nationale, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant, soit en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique* » (Friedrich Engels, « Le Pô et le Rhin », février-mars 1849).

Pendant la Révolution de 1848, Marx et Engels distinguaient les nations « démocratiques révolutionnaires » et les nations « réactionnaires » selon que leur lutte nationale contribuait à la révolution européenne ou l'entravait. Et les Slaves

du Sud appartenaient sans conteste à la seconde catégorie. Pour Marx et Engels, la question nationale en Europe de l'Est était subordonnée à la révolution démocratique bourgeoise en Allemagne. Cela incluait la tâche de l'unification nationale allemande, qui impliquait une révision radicale des frontières dans toute l'Europe de l'Est et une guerre inévitable contre la Russie, le principal bastion de la réaction en Europe.

Marx et Engels étaient de fervents partisans d'une Pologne indépendante, car la partition de la Pologne était le ciment de la Sainte Alliance entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Mais ils faisaient remarquer qu'étant donné que les « fragments de peuple » slaves du Sud étaient condamnés à disparaître, ils avaient joué nécessairement un rôle réactionnaire dans la Révolution de 1848. Les Croates, qui craignaient que la minorité croate soit opprimée par les Magyars qui domineraient une Hongrie indépendante, cherchaient à préserver l'empire austro-hongrois et aidèrent l'armée tsariste à écraser la révolution hongroise. A un certain moment, au début des années 1850, Marx et Engels laissèrent ouverte la possibilité que les Slaves du Sud s'uniraient contre leurs oppresseurs ottomans. Mais en 1882, Engels remarquait avec exaspération que « *les petits peuples slaves en sont venus à considérer le tsar comme leur unique libérateur* » (Lettre à Bernstein, 22-25 février 1882).

Mais, avec l'avènement de l'époque impérialiste, les termes de référence fondamentaux se trouvèrent changés. Marx et Engels commencèrent à s'en rendre compte quand, dans les années 1870, ils changèrent leur position et se prononcèrent en faveur de l'indépendance irlandaise. Le congrès de la Deuxième Internationale de 1896 (congrès de Londres) adopta une résolution qui déclara

Purification...

Suite de la page 13

rait : « *Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le plein droit de libre détermination de toutes les nations [...].* » Etant donné l'imbricatio des différentes nations et nationalités dans l'Europe du Sud-Est et les intérêts conflictuels des empires austro-hongrois, tsariste et ottoman, le développement du mouvement social-démocrate dans cette région pendant les premières années du XX^e siècle mit en avant le mot d'ordre d'une *fédération balkanique*, qui était dirigé contre toutes les puissances impérialistes concurrentes. En janvier 1910, les partis et groupes sociaux-démocrates de l'Europe du Sud-Est se rencontrèrent à Belgrade pour adopter un programme commun : « *Nous libérer du particularisme et de l'étroitesse ; abolir les frontières qui divisent des peuples qui sont en partie identiques de par leur langue et leur culture, en partie économiquement liés les uns aux autres ; finalement, balayer toutes les formes de domination étrangère, tant directe qu'indirecte, qui privent le peuple de son droit à déterminer lui-même son destin.* »

En juillet de la même année, les partis sociaux-démocrates slaves se rencontrèrent à Sofia, à l'invitation du Parti ouvrier bulgare, pour élaborer un programme positif. Commentant cet événement, Trotsky écrivait : « *La seule manière de sortir du chaos des nations et des Etats et de la confusion sanglante de la vie des Balkans, c'est une union de tous les peuples de la péninsule au sein d'une entité économique et politique unique, sur la base de l'autonomie nationale des éléments constitutifs [...]. L'unité étatique de la péninsule des Balkans peut être réalisée de deux manières : soit par en haut, par l'expansion d'un des Etats balkaniques, celui qui se révélera le plus fort, aux dépens des plus faibles - c'est la voie des guerres d'extermination et de l'oppression des nations faibles, une voie qui consolide*

duit un développement frénétique du militarisme » (Trotsky, *The Balkan Wars, 1912-13*).

La boucherie monstrueuse de la Première Guerre mondiale, dont les guerres des Balkans avaient été le détonateur, donna naissance à la Révolution bolchévique en Russie et à des situations révolutionnaires sur tout le continent. Tandis que les traités de « paix » impérialistes semaient les germes de futures guerres fratricides en mettant délibérément sur pied des Etats comprenant d'importantes minorités nationales, les jeunes partis communistes comprenaient qu'une solution juste des revendications nationales de ces peuples fortement interpénétrés ne pouvait être trouvée que sous la dictature du prolétariat. Lors de sa conférence de fondation en mai 1919, le Parti communiste bulgare déclara que l'indépendance des peuples des Balkans ne pouvait être assurée que par une fédération balkanique des républiques socialistes soviétiques. En janvier 1920, la Fédération social-démocrate des Balkans fut rebaptisée Fédération communiste des Balkans. Et dans une déclaration de mars 1920 adressée aux partis communistes nouvellement constitués de Bulgarie, de Roumanie, de Serbie et de Turquie, l'Internationale communiste proclamait : « *Seule la victoire de la dictature prolétarienne pourra unifier toutes les masses populaires balkaniques dans une même république soviétique fédérative et socialiste des Balkans ou des pays balkano-danubiens, seule cette victoire pourra les libérer tant de l'exploitation de leur propre bourgeoisie capitaliste et terrienne et de la bourgeoisie étrangère que de l'asservissement colonial et des querelles nationales.* »

Les bolchéviks et les Etats multinationaux

V.I. Lénine, dans son article « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (février-mai 1914), énonçait les thèses fondamentales de la conception marxiste

un délégué juif ukrainien du Parti communiste de Russie, A.N. Méréjine, proposa un amendement aux « *Thèses sur les questions nationale et coloniale* » basé sur l'expérience de la Révolution russe dans les régions de peuples interpénétrés : « *L'expérience des rapports mutuels entre nationalités majoritaires et nationalités minoritaires dans les territoires à population mixte (l'Ukraine, la Pologne, la Biélorussie) a montré que le transfert du pouvoir des mains de la grande bourgeoisie à celles des groupes petits-bourgeois qui forment des Etats républicains démocratiques ne réduit pas mais au contraire aiguise fortement les frictions nationales. La démocratie républicaine, obligée par sa lutte contre le prolétariat à substituer la guerre nationale à la lutte de classe, devient rapidement imprégnée de xénophobie. Elle adapte rapidement pour son propre usage les expériences des vieux maîtres de l'oppression nationale et les applique avec ardeur. Excitant les masses d'une nation contre celles d'une autre, elle utilise l'appareil d'Etat pour organiser des pogroms de masse dirigés contre la dictature du prolétariat [...]. Cette même expérience a montré qu'aucune forme "démocratique" dans le cadre d'un ordre démocratique républicain, y compris l'autonomie nationale défendue par la social-démocratie autrichienne, ne peut garantir la protection des droits et des intérêts culturels des nationalités minoritaires dans les régions à population mixte, ni leur garantir une influence et des droits véritablement égaux dans la gestion des affaires de l'Etat* » (*Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite! Proceedings and Documents of the Second Congress, 1920* [1991]).

Ainsi, en 1920 déjà, les bolchéviks avaient été confrontés aux problèmes posés dans les régions à populations mêlées, et ils reconnaissaient au moins implicitement que dans ce cas une solution juste et démocratique de la question nationale était possible uniquement sous le pouvoir prolétarien. Le Caucase, avec

viks s'emparèrent du pouvoir en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan grâce à une combinaison de soulèvements locaux et d'interventions de l'Armée rouge. En Géorgie, les régions qui avaient connu une répression nationaliste féroce sous les menchéviks furent proclamées républiques autonomes (Ossétie du Sud, Abkhazie) et région autonome (Adjarie) au sein de la République socialiste soviétique de Géorgie. Un certain nombre de régions autonomes furent mises sur pied dans tout le Caucase, créant ainsi un cadre internationaliste pour les rapports entre peuples. Une région autonome du Kurdistan (le « Kurdistan rouge ») fut établie en 1923 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Mais c'est sur la question nationale dans le Caucase que la tendance conservatrice, bureaucratique-centralisatrice, dans le jeune Etat soviétique se manifesta pour la première fois. Et c'est précisément sur cette question que Lénine engagea son dernier combat, une bataille politique contre la bureaucratie stalinienne qui se constituait. Début 1922, Staline, président du Conseil des nationalités, contraignit les républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan à entrer dans une fédération transcaucasienne. L'été de la même année, il envoya une commission, qui comprenait Dzerjinsky, le chef de la Tcheka, et Manouïlsky, combattre la déviation « national-communiste ». A l'automne, les dirigeants du PC géorgien Mdivani et Makharadzé furent limogés.

En septembre 1922, Lénine objecta contre le plan d'« autonomisation » de Staline, qui projetait d'intégrer les républiques transcaucasiennes à la fédération de Russie, et proposa à la place une Union des républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. Mais Staline transforma la fédération transcaucasienne en une république fédérale unique, afin de diminuer son poids au sein de la nouvelle URSS. Quand Lénine apprit qu'un des adjoints de Staline, Ordjonikidzé, avait physiquement attaqué un des dirigeants de l'opposition géorgienne, il ordonna sa propre enquête et rompit avec Staline. En décembre, Lénine proposa à Trotsky un bloc contre la politique chauvine grand-russe de Staline sur la question nationale. (Si Trotsky ne souleva pas cette question lors du XII^e congrès du parti, début 1923, elle fut abordée par Khristian Rakovsky, qui devait devenir plus tard, aux côtés de Trotsky, un des dirigeants de l'Opposition de gauche.) Lénine notait que, dans les mains d'un appareil foncièrement étranger au communisme et qui représentait un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, il était naturel que « *la liberté de sortir de l'union* », qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin » (« La question des nationalités ou de l'« autonomie », *Oeuvres*, tome 36, décembre 1922).

Lénine exigea qu'une « *punition exemplaire* » soit infligée à Ordjonikidzé et réclama une nouvelle enquête de la commission Dzerjinsky et l'introduction de règles rigoureuses pour défendre les langues nationales dans les républiques non russes ; il expliquait : « *Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes.* » En outre, dans un post-scriptum de son « *testament* » escamoté, Lénine appelait à relever Staline de son poste de secrétaire général.

Le régime stalinien devait devenir tristement célèbre pour son chauvinisme grand-russe, son antisémitisme, son oppression nationale et ses transferts forcés de populations. En 1929, par exemple, Staline mit fin à l'existence de la république autonome du « Kurdistan rouge » et, dans les années 1930, il déporta de nombreux Kurdes du Caucase vers l'Asie centrale. Les formes léninistes des répu-



L'insurrection viennoise de 1848 faillit renverser la dynastie des Habsbourg. La contre-révolution en Autriche-Hongrie, soutenue par le tsarisme, maintint dans toute l'Europe des monarchies réactionnaires.

le monarchisme et le militarisme ; soit par en bas, par la réunion des peuples eux-mêmes - c'est la voie de la révolution, la voie qui signifie renverser les dynasties balkaniques et déployer la bannière d'une république fédérale des Balkans » (« La question des Balkans et la social-démocratie » [août 1910]).

En tant que correspondant de guerre pendant les guerres des Balkans qui précédèrent la Première Guerre mondiale, Trotsky décrivit d'effroyables massacres intercommunautaires et des transferts forcés de populations quand les Turcs ottomans furent chassés des Balkans, puis quand les différentes nationalités balkaniques entrèrent en conflit les unes avec les autres. Dans un article de mars 1913, il lançait cet avertissement prophétique : « *L'équilibre européen, qui était déjà hautement instable, a maintenant été complètement bouleversé. Il est difficile de prévoir si ceux qui ont en charge le sort de l'Europe décideront cette fois de pousser les choses à leur limite et de déclencher une guerre pan-européenne. Néanmoins, un des résultats des efforts des chauvins est déjà évident : dans toute l'Europe se pro-*

de la question nationale à l'époque impérialiste : « *d'une part, reconnaissance catégorique et n'admettant aucune fausse interprétation du droit absolu, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes ; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité internationale de leur lutte de classe.* » Cette position fut adoptée en 1920 par le deuxième congrès de l'Internationale communiste, dans les « *Thèses sur les questions nationale et coloniale* » rédigées par Lénine. En réponse au soutien scandaleux apporté par les réformistes de la Deuxième Internationale au colonialisme européen, le Comintern insistait sur le devoir de soutenir les luttes contre le colonialisme et l'impérialisme.

Les thèses de Lénine furent enrichies lors des discussions sur la question nationale au deuxième congrès du Comintern, principalement par les thèses supplémentaires de M.N. Roy (qui furent adoptées après amendement) qui soulignaient les contradictions entre les mouvements nationalistes démocratiques bourgeois et les masses d'ouvriers et de paysans pauvres luttant pour leur libération. De plus,

quelque 50 nationalités fortement interpénétrées disséminées dans cette région montagneuse, était un exemple particulier du caractère inextricable de la question nationale sous le capitalisme.

Après la révolution d'Octobre, les menchéviks exercèrent le pouvoir de 1917 à 1921 en Géorgie, tandis que des nationalistes bourgeois contrôlaient l'Arménie et l'Azerbaïdjan (à l'exception du centre pétrolier prolétarien de Bakou). En avril 1918, ils proclamèrent une république fédérale transcaucasienne. Mais l'« unité » entre ces régimes bourgeois fit bientôt place à des conflits nationaux. Il y eut des incidents de frontière à répétition entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et une guerre ouverte entre la Géorgie et l'Arménie ne fut empêchée que par l'intervention de la Grande-Bretagne. Pendant ce temps, le régime menchévique géorgien - que la social-démocratie internationale présentait comme un cas exemplaire d'« autodétermination » - lançait une brutale campagne de « purification ethnique » contre les Ossètes au nord, les Abkhazes à l'ouest et les Adjars musulmans.

A la fin de la guerre civile, les bolché-

bliques nationales et des régions autonomes furent maintenues, mais vidées de leur contenu authentiquement internationaliste. Il était possible pendant un certain temps de réprimer les antagonismes nationaux mais non de les transcender, ce qui aurait nécessité l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés. Ce n'est pas le communisme qui a provoqué l'explosion des guerres nationalistes sanglantes mais au contraire la perversion et la négation stalinienne du communisme, qui ont finalement conduit, sous la pression de l'impérialisme, à une contre-révolution qui apporte avec elle une formidable poussée de revanchisme nationaliste.

Mais si le stalinisme s'est écroulé dans toute l'Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, l'Europe de l'Ouest connaît une des vagues de lutte de classe les plus importantes depuis des dizaines d'années. L'effroyable massacre national et intercommunautaire dans l'ex-Yougoslavie et le Caucase anciennement soviétique, les assassinats en masse à coups de haute technologie de la guerre du Golfe, le développement d'un chômage de masse et la multiplication des sans-abri même dans les plus riches des pays impérialistes, montrent à l'envi que le capitalisme moderne n'offre que la perspective d'une plongée dans la barbarie. Les paroles du *Manifeste du Parti communiste* de 1848 sont toujours d'actualité: «*Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolé-*

ariat doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie. Déjà les démarcations nationales et les oppositions entre les peuples disparaissent de

duction industrielle et les conditions d'existence qui lui correspondent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est l'une des premières conditions de son émancipation. Dans la mesure où est abolie l'exploitation de

tion des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.»

Aujourd'hui, au lendemain de l'écroulement des Etats ouvriers dégénéré et déformés à régime stalinien, «*tout le vieux fatras*» de l'avant-Première Guerre mondiale est revenu, plus virulent que jamais. La «*purification ethnique*», les pogroms fascistes, les agressions antisémites, la terreur quotidienne contre les immigrés et les minorités ethniques – tout cela fait partie du triomphe du «*principe national*», que les impérialistes ont encouragé pendant toute la guerre froide comme une arme dirigée contre l'Union soviétique et les «*nations captives*». Et les promesses grandioses de l'«*unité européenne*» apparaissent de plus en plus creuses à mesure que s'intensifient les rivalités interimpérialistes.

A l'ère de la mondialisation de la production, les contradictions entre un système économique de plus en plus international et les limites étroites de l'Etat-nation deviennent de plus en plus aiguës. Deux fois déjà dans ce siècle, de telles contradictions ont conduit à une guerre mondiale et à l'anéantissement de millions et de millions d'êtres humains. La barbarie du régime capitaliste est une réalité brutale: nous, communistes, luttons pour un monde débarrassé de l'exploitation de classe et des conflits nationalistes fratricides. Proletaires de tous les pays, unissez-vous! ■



Harvard College Library

En 1920, l'Internationale communiste avait organisé le congrès de Bakou pour encourager la lutte révolutionnaire des peuples d'Orient.

plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la pro-

l'homme par l'homme, est abolie également l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'opposi-

« Foulard » ...

Suite de la page 4

jeunes filles maghrébines est identitaire.» SI nie que le voile est le symbole de l'oppression des femmes, que dans l'islam il signifie que la femme est un objet sexuel propriété de son mari. Et il l'oppose à la liberté vestimentaire des femmes occidentales pour qui ces partisans d'«*extrême gauche*» de l'«*ordre moral*» prônent certainement la «*pudeur*»!

Ce sont les mêmes thèses que développent pendant la révolution islamique iranienne de 1979 cette organisation (et le reste de la «*gauche*» capitularde) sur le caractère soi-disant «*anti-impérialiste*» du tchador pour justifier leur soutien au réactionnaire Khomeiny. Nous seuls, à cette époque, avions pour mot d'ordre «*A bas le chah! A bas les mollahs! Pour la révolution prolétarienne!*» On connaît aujourd'hui l'abominable sort des femmes et de tous les opprimés en Iran. SI poursuit dans sa capitulation devant les intégristes en prétendant que l'islam aurait accordé des droits aux femmes comme celui du divorce (sic) «*13 siècles avant que les femmes ne l'obtiennent en France*». Ce «*droit au divorce*», dont Denis Godard (l'auteur de l'article) fait l'éloge, se traduit dans les faits par le «*droit*» des femmes musulmanes à se faire répudier par leur mari et celui de perdre la garde de leurs enfants. On est tenté d'expédier Denis Godard dans certaines régions d'Algérie, du Soudan, de l'Iran ou encore de l'Arabie saoudite, là où les femmes, *vendues*

par leur père à leur mari, n'ont même pas le droit de sortir, sauf une fois pour rejoindre le domicile conjugal et une autre fois pour le cimetière. Là où elles ont le statut d'éternelles mineures.

Que SI développe ce genre de ligne ne nous étonne pas. Cette organisation pseudo-marxiste a soutenu les rebelles islamistes en Afghanistan, criant, comme le reste de l'«*extrême gauche*», avec les loups impérialistes contre l'intervention de l'Armée rouge, en 1979. Ce que SI a appelé l'«*invasion soviétique*» aurait pu éviter aux institutrices de Kaboul, dont le seul tort était d'apprendre à lire aux petites filles, d'être massacrées par les mollahs et aurait même pu apporter les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans. C'est pourquoi nous avions salué l'intervention soviétique en Afghanistan qui représentait aussi un acte de défense de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. En fait, derrière toutes les positions de SI sur l'islamisme, on retrouve l'antisoviétisme crasse qui a été une constante de sa politique.

Comme en Afghanistan et en Iran, SI se place en Algérie du côté des réactionnaires islamistes. Parlant du GIA et du FIS, il tait les assassinats de femmes, d'intellectuels, de militants ouvriers, etc. et disserte, dans son numéro de novembre, sur l'«*impasse sanglante*» du terrorisme «*individuel*», se désolant presque de son «*incapacité*» à «*lutter contre l'Etat algérien*». Comme si le terrorisme des égorgés intégristes était de «*mauvaises méthodes*», mais somme toute défendables puisqu'au service d'une juste cause!! Nous, trotskystes, avons

appelé le prolétariat et tous les opprimés algériens à «*balayer la dictature militaire, écraser le danger intégriste et mettre fin à l'exploitation impérialiste*» (*le Bolchévik* n° 125).

Et on pourra aussi lire dans le journal des camarades britanniques de SI, *Socialist Worker* (20 août 1994): «*Les islamistes ont maintenant remplacé les socialistes et la gauche en termes d'être en premières lignes contre l'Etat dans de nombreux pays*»!

La GR-JCR : porte-voix des islamistes

A la différence de SI, la Gauche révolutionnaire-JCR (GR-JCR) – à la tête des JRE (Jeunes contre le racisme en Europe) –, qui s'oppose aussi à la circulaire Bayrou, condamne l'islamisme – en paroles. Dans les faits, elle capitule devant lui – comme lors de cette manifestation à Mantes, le 10 octobre, où elle servira de porte-mégaphone aux islamistes présents. Pour camoufler leur capitulation, les dirigeants de la GR-JCR, experts en faux et mensonges grossiers, nient simplement qu'il y ait des islamistes en France...

De plus, ils partagent avec SI la «*théorie*» d'un «*processus*» nécessaire conduisant les opprimés à devenir révolutionnaires à travers la religion. Aujourd'hui une partie des enfants issus de l'immigration maghrébine cherchent dans la religion une dignité illusoire que leur refuse le capitalisme raciste. Mais bien loin d'être objectif et inéluctable, ce processus est le produit des trahisons des directions réformistes, racistes et chauvines, du mouvement ouvrier français. C'est une confirmation de l'urgence de construire un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui sera le tribun des opprimés.

Les JCR-RED, la « gauche » et le racisme

Tandis que la LCR de Krivine est complètement divisée sur la circulaire Bayrou, son organisation de jeunesse, les

JCR-RED (révolution égalité démocratie), dénonce à la fois les exclusions racistes et «*le voile qui opprime [les femmes]*» (*Rouge* n° 1611, 10 novembre 1994). Mais cette position formellement correcte est en contradiction avec sa politique fondamentalement frontpopuliste qui, après avoir aidé à mettre la «*gauche*» au pouvoir en 1981, ne vise qu'à reconstituer une nouvelle coalition de collaboration de classes. Une politique qu'elle partage avec le reste de l'«*extrême gauche*» et notamment SI, qui multiplie les appels à «*virer la droite*», et la GR-JCR qui mène une bruyante campagne pour l'«*unité contre Balladur*» – des mots d'ordre pour (re)mettre la «*gauche*» au pouvoir.

Les JCR-RED concluent ainsi leur tract distribué à la manifestation parisienne du 3 décembre dernier par un appel à «*[s'opposer] à ce gouvernement. Une mobilisation nationale doit avoir lieu rapidement pour bloquer la politique de Balladur, Pasqua et Bayrou.*» Et Mitterrand?! Pas un seul mot contre cette «*gauche*» qui a mené au gouvernement douze ans de politique violemment anti-immigrée – depuis l'instauration des camps de rétention-concentration pour les «*clandestins*» à la rafle vichyste des Africains de Vincennes en passant par les charters Joxe – et qui, aujourd'hui, est évidemment dans le consensus raciste qui pourrit ce pays!

Le capitalisme génère inéluctablement racisme et fascisme. C'est pourquoi le combat contre la terreur et la ségrégation racistes est avant tout un combat pour renverser le capitalisme. C'est aussi pourquoi les directions réformistes du mouvement ouvrier, et leurs suivistes d'«*extrême gauche*», qui n'aspirent qu'à gérer le capitalisme – sous prétexte de le réformer – sont des obstacles à balayer politiquement. Les militants des JCR-RED comme tous les jeunes qui veulent vraiment en finir avec la terreur raciste/fasciste au travers d'un combat révolutionnaire contre le capitalisme ont leur place à nos côtés pour construire le parti révolutionnaire. ■

Bayrou...

Suite de la page 5

tracts à des mobilisations ouvrières, à prendre le pouvoir et à renverser le système bourgeois. «*Il faut défendre le droit de tous d'aller à l'école, défendre les jeunes lycéennes ou collégiennes qui vont se retrouver criminalisées*» (*l'Egalité*, octobre 1994) écrivent les JCR/JRE, mais elles n'avancent pas une perspective de lutte de classe. L'Etat capitaliste ne peut être réformé, il doit être renversé et seule la classe ouvrière au pouvoir, par la collectivisation des moyens de production, permettra à toute l'humanité de jouir d'une vie décente, des progrès scientifiques, des loisirs, etc.

Mais tout le long de l'année, et encore

aujourd'hui, la jeunesse ethniquement intégrée et la classe ouvrière ont montré par leurs luttes qu'elles ne sont pas prêtes à faire les frais de la crise du capitalisme avec son cortège de chômage, de misère, de racisme et de guerre. Ce qui a manqué à leurs luttes et ce qu'il faut construire, c'est un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique et internationaliste, combattant pour instaurer un gouvernement ouvrier qui mettra fin à ce système basé sur l'oppression, en menant le prolétariat international et tous les opprimés à la révolution socialiste mondiale. Nous nous battons pour construire ce parti.

Tu veux te battre pour mettre fin à l'oppression, à la misère, à la guerre, au racisme; tu veux te battre pour changer le monde: rejoins la Jeunesse spartaciste. ■

POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél: 42 08 01 49
Rouen Le Bolchévik BP 240 76003 Rouen cedex Tél: 35 73 74 47

Derrière la crise des Balkans : hypocrisie impérialiste et contre-révolution capitaliste

« Purification ethnique » et guerres nationalistes

Nous publions ci-dessous la seconde partie d'un article traduit de Workers Vanguard (n° 581, 30 juillet 1993), le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

Dans la première partie de cet article, publiée dans le n° 130 du Bolchévik (septembre-octobre 1994), nous écrivions à propos de la guerre nationaliste qui ensanglante les Balkans, et notamment face au bourrage de crânes des médias qui se focalisent sur les atrocités serbes et ferment les yeux sur celles commises par les Croates et les Musulmans bosniaques : « Les marxistes ne soutiennent aucun camp dans l'abominable massacre nationaliste/intercommunautaire qui est à la fois un produit et une force motrice de la contre-révolution capitaliste dans l'ancienne fédération yougoslave (slave du Sud). Mais une action militaire impérialiste contre les Serbes changerait fondamentalement le caractère de la guerre [...]. Nous nous opposons à toute intervention impérialiste, y compris à l'embarco (copié sur celui de la guerre du Golfe) qui a pour but de soumettre les Serbes par la famine. Dans l'éventualité d'une guerre avec les forces expéditionnaires de l'OTAN/ONU, une menace sans cesse grandissante, nous défendons les Serbes, tout en appelant la classe ouvrière, dans toute l'ex-Yougoslavie, à renverser ses dirigeants nationalistes bourgeois au travers d'une lutte internationaliste pour une fédération socialiste des Balkans ! »

Seconde partie

Les horribles massacres intercommunautaires et les transferts forcés de population désignés aujourd'hui sous le nom de « purification ethnique » ne sont pas particuliers aux Balkans ; ce sont au contraire des pratiques courantes lors des guerres impérialistes et nationalistes dans les régions à populations nationales et ethniquement mélangées. Les nazis, en plus de leur « solution finale » (qui visait à exterminer le peuple juif tout entier) et du génocide des Tsiganes, cherchaient aussi à dégager un *Lebensraum* [espace vital] pour la grande Allemagne dans les régions slaves d'Europe de l'Est. Cela fut réalisé sur une grande échelle en utilisant les escadrons de la mort des *Einsatzgruppen*. Leurs techniques terroristes ont été copiées dans le monde entier par les dictatures réactionnaires (l'ancien SS qui avait conçu les chambres à gaz mobiles a, par exemple, servi de conseiller à la DINA, la police secrète de Pinochet). Et une des applications les plus notables de la « purification ethnique » depuis la Deuxième Guerre mondiale est la guerre que continuent à mener les sionistes israéliens pour leur *Lebensraum* contre le

peuple arabe palestinien.

Pendant la guerre de 1948, l'événement le plus terrifiant pour la population arabe palestinienne fut le massacre de 254 villageois sans défense, dont beaucoup de femmes, d'enfants et de vieillards, dans le village de Deir Yassin. Leurs corps furent mutilés, et les 150 survivants furent promenés dans les rues de Jérusalem dans des camions découverts, sous les crachats de la foule. La version sioniste « officielle » est que cette atrocité notoire a été perpétrée par les seuls terroristes de l'Irgoun. En réalité, l'officier qui commandait à Jérusalem la Haganah (la force nationale juive « travailliste » dominée par les sionistes) soutenait totalement l'opération en approvisionnant l'Irgoun en armes et en munitions, tandis que les commandos Palmach de la Haganah fournissaient un soutien d'artillerie au raid. Et Deir Yassin est loin d'être un cas isolé. Ainsi, le 1^{er} mai 1948, les sionistes attaquèrent le village de 'Ein az Zeitun, rafflèrent environ 70 habitants arabes et les conduisirent dans un ravin proche où ils furent assassinés sur ordre du commandant des commandos Palmach.

Les détails des atrocités sionistes ont été largement étouffés par le gouvernement israélien et la presse sioniste, ce qui n'est guère surprenant. Mais principalement depuis une dizaine d'années, les détails macabres de plusieurs de ces massacres ont commencé à être révélés ; beaucoup ont été rassemblés par l'historien israélien Benny Morris dans son livre *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949* (1987).

Début juillet 1948, les sionistes vidèrent de leur population arabe les villages de Ramle et de Lydda, près de Jérusalem, dans des conditions rappelant

Les affrontements dans l'ex-Yougoslavie ont fait des milliers de morts et des millions de réfugiés.



les pires atrocités commises par l'impérialisme américain au Vietnam. Après deux jours de canonnades et de bombardements, le futur chef de l'armée israélienne, Moshé Dayan, entra le 11 juillet à Lydda à la tête d'un commando en jeep, mitraillant hommes, femmes et enfants dont les corps s'entassèrent dans les rues. Le lendemain, la prise de la ville voisine de Ramle par les troupes israéliennes donna lieu à une orgie d'incendies et de massacres, avec grenades lancées à l'intérieur des maisons.

Dans un article traduit et diffusé par Israel Shahak, courageux défenseur des droits des Palestiniens (et rescapé du camp de la mort nazi de Bergen-Belsen), Guy Erlich rapporte que, selon des documents figurant dans les archives de l'armée israélienne, après qu'un groupe de combattants arabes se fut retranché dans une petite mosquée du centre de Lydda, le commandant des commandos Palmach ordonna de la faire sauter. « Un groupe de 20 à 50 habitants de la ville furent ensuite amenés sur place pour nettoyer la mosquée et enterrer les corps. Quand ils eurent terminé leur travail, ils furent eux aussi abattus et jetés dans les tombes qu'ils avaient eux-mêmes creusées. »

Sur les ordres directs du Premier ministre « travailliste » David Ben Gourion, la population entière de ces deux villes fut expulsée et contrainte de partir à pied dans le désert. Le nombre des réfugiés est estimé entre 75 000 et 100 000 (en plus de leur population normale, les deux villes abritaient des réfugiés). Dépouillés de leurs biens, sans eau ni nourriture, les réfugiés désespérés furent chassés vers le désert par des tirs de mortier israéliens. Errant plusieurs jours sous le soleil brûlant de juillet, des

centaines d'entre eux moururent d'épuisement, de déshydratation et de maladies. Un soldat israélien décrivait ainsi les affreuses traces laissées derrière elle par la colonne des réfugiés : « Au début, des ustensiles de cuisine et des meubles, et, à la fin, des corps d'hommes, de femmes et d'enfants jonchaient le parcours. »

Quelques détails d'un massacre qui eut lieu fin octobre 1948 dans le village d'Ad Dawayima, dans le sud de la Palestine, ont été révélés pour la première fois au milieu des années 1980. Selon une enquête récente réalisée par le parti sioniste de gauche Mapam (qui la garda secrète afin de ne pas « nuire » à l'Etat d'Israël) et découverte ensuite par Benny Morris, « un soldat se vantait d'avoir violé une femme et de l'avoir ensuite abattue. Une femme, son nouveau-né dans les bras, fut employée à nettoyer la cour où mangeaient les soldats. Elle travailla un jour ou deux. A la fin, ils les abattirent, elle et son bébé. »

Un soldat israélien témoigna qu'ils « ont tué environ 80 ou 100 hommes, femmes et enfants arabes. Les enfants, ils les ont tués en leur fracassant la tête à coups de bâton. Il n'y avait pas de maison sans morts. »

Le marxisme et les peuples interpénétrés

Ces atrocités innommables firent partie de la consolidation en tant que nation de la population de langue hébraïque en Palestine. Pour une bonne partie de la gauche, ces crimes contre le peuple arabe palestinien frappent de la marque de Cain la nation de langue hébraïque, et lui dénie le droit à l'existence. Mais les

Suite page 12